Perspectives:

Une publication conjointe sur le soutien aux étudiantes et étudiants pendant et après la pandémie de COVID-19

Alliance of BC Students
Alliance canadienne des associations étudiantes
College Student Alliance
Council of Alberta University Students
Manitoba Alliance of Post-Secondary Students
Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick
Ontario Undergraduate Student Alliance
Students Nova Scotia
Union étudiante du Québec
University of Prince Edward Island Student Union

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DES PARTENAIRES 2

QUI NOUS SOMMES 3

ALLIANCE OF BC STUDENTS 7

ALLIANCE CANADIENNE DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES 11

COLLEGE STUDENT ALLIANCE 15

COUNCIL OF ALBERTA UNIVERSITY STUDENTS 20

MANITOBA ALLIANCE OF POST-SECONDARY STUDENTS 23

ALLIANCE ÉTUDIANTE DU NOUVEAU-BRUNSWICK 27

ONTARIO UNDERGRADUATE STUDENT ALLIANCE 32

STUDENTS NOVA SCOTIA 36

UNIVERSITY OF PRINCE EDWARD ISLAND STUDENT UNION 40

UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC 44

MESSAGE DES PARTENAIRES

Au cours des dernières années, un partenariat formé d'organisations étudiantes de partout au Canada s'est mobilisé pour souligner les principaux problèmes qui touchent le système d'éducation postsecondaire du pays. En 2019, Perspectives : Une publication conjointe sur la préparation des étudiantes et étudiants au monde du travail, examinait la façon de favoriser l'employabilité des étudiantes et étudiants, le développement des compétences et l'apprentissage par l'expérience. L'année d'avant, Perspectives : Une publication conjointe sur la prévention de la violence sexuelle sur les campus et les moyens d'intervenir proposait des solutions pour mettre fin à la violence sexuelle sur les campus d'établissements d'enseignement postsecondaire. Et en 2017, Perspectives: Une publication conjointe sur la santé mentale des étudiantes et étudiants dégageait des possibilités pour améliorer les ressources en santé mentale offertes aux étudiantes et étudiants sur les campus et dans la communauté.

Nos organisations ont pour mandat d'améliorer la formation postsecondaire au Canada, que ce soit en prenant la défense des enjeux mentionnés ci-dessus ou en faisant la promotion des dossiers suivants : éducation de grande qualité, amélioration des programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants, élargissement des possibilités d'apprentissage intégré au travail, offre de logements abordables ou accès à l'éducation pour les étudiantes et étudiants appartenant à des groupes démographiques sous-représentés. Dans toutes ces discussions, nous nous attachons à prioriser la voix des étudiantes et étudiants et à mettre de l'avant des solutions axées sur leurs besoins.

La pandémie de COVID-19 a touché tous les aspects de notre société, et l'éducation postsecondaire ne fait pas exception. Lorsque les établissements d'enseignement sont brusquement passés à la formation en ligne, en mars 2020, les étudiantes et étudiants ont dû s'ajuster rapidement à un tout nouveau style d'apprentissage – et ce, juste avant les examens! De nombreux étudiants n'ont pas été en mesure d'obtenir un emploi d'été, exacerbant le problème de l'abordabilité des études, alors que d'autres se disaient inquiets quant aux failles des logiciels de surveillance d'examens. Les étudiantes et étudiants souffrent également d'anxiété et d'autres problèmes de santé mentale, découlant de la difficulté à poursuivre leurs études dans ce contexte et à accéder au marché du travail en pleine pandémie.

Nous espérons que ces articles provoquent une discussion sur la façon dont les gouvernements, les établissements et d'autres intervenants du milieu de l'enseignement postsecondaire peuvent travailler de concert pour mieux soutenir les étudiantes et étudiants et les récents diplômés, alors que le Canada commence à se remettre de la crise de la COVID-19.

QUI NOUS SOMMES

Alliance Of BC Students

L'Alliance of BC Students est une coalition formée de cinq associations étudiantes qui représente 80 000 étudiantes et étudiants de la province. Elle fait entendre la voix des étudiantes et étudiants et lutte pour l'instauration d'un système d'études postsecondaires libre de tout obstacle en Colombie-Britannique. L'Alliance suit l'orientation de ses membres, elle est dirigée par des étudiantes et étudiants et s'engage à favoriser l'excellence en matière de leadership étudiant et de promotion des intérêts des étudiantes et étudiants.

Alliance Canadienne des Associations Étudiantes

L'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est un organe national représentant les étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire du Canada. Établie en 1995, l'ACAE est une organisation sans but lucratif apolitique composée d'associations étudiantes de partout au Canada. Nous représentons les associations d'étudiantes et étudiants du premier cycle, des cycles supérieurs et des écoles polytechniques. Essentiellement, l'ACAE défend les intérêts des étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire auprès du gouvernement fédéral. Lorsque les leaders du gouvernement prennent des décisions qui touchent notre système d'éducation postsecondaire, ils se tournent vers l'ACAE pour trouver des solutions.

College Student Alliance

La College Student Alliance (CSA) est un organisme sans but lucratif dirigé par ses membres qui représente plus de 61 000 étudiantes et étudiants des collèges de l'Ontario, en partenariat avec huit associations étudiantes. Nous effectuons des recherches sur des enjeux touchant les études postsecondaires, défendons les intérêts des étudiantes et étudiants, travaillons en collaboration avec les intervenants du milieu de l'éducation postsecondaire et du gouvernement et prenons parole d'une seule voix au nom des étudiantes et étudiants des collèges de l'Ontario. Notre objectif consiste à soutenir et à améliorer l'expérience collégiale par le truchement des quatre piliers suivants : abordabilité, accessibilité, transférabilité et qualité.

Council of Alberta University Students

Le Council of Alberta University Students (CAUS) représente les intérêts de plus de 140 000 étudiantes et étudiants universitaires en Alberta. Nous représentons les étudiantes et étudiants de premier cycle de l'Université de l'Alberta, de l'Université de Calgary, de l'Université de Lethbridge, de l'Université Mount Royal, de l'Université MacEwan et de l'Université Athabasca auprès du public, du gouvernement et d'autres intervenants du milieu de l'éducation postsecondaire. Établi à Edmonton, le CAUS est un groupe de défense actif et apolitique dont le mandat consiste à instaurer un système d'éducation entièrement accessible et de grande qualité en Alberta.

Manitoba Alliance of Post-Secondary Students

Insatisfaite par le manque de coordination des activités de défense des étudiantes et étudiants au Manitoba et jugeant que la relation entre le gouvernement provincial et les étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire pourrait être améliorée, la Manitoba Alliance of Post-Secondary Students (MAPSS) a été fondée à l'automne 2020 par l'association étudiante de l'Université du Manitoba (UMSU), l'association étudiante du collège Red River (RRCSA) et l'association des étudiants des cycles supérieurs de l'Université du Manitoba (UMGSA). Actuellement, la MAPSS forme un partenariat informel de lobbying composé d'associations étudiantes représentant plus de 61 000 étudiantes et étudiants. La vision de l'Alliance repose sur un Manitoba où tous les étudiants de niveau postsecondaire sont traités équitablement, bénéficient de nombreuses possibilités d'apprentissage par l'expérience, et jouissent d'un accès libre de tout obstacle à une éducation et à des mesures de soutien de grande qualité. Pour sa deuxième année d'existence, la MAPSS continuera de mettre l'accent sur le travail de recherche et la formulation de recommandations sur des enjeux qui concernent les étudiantes et étudiants postsecondaires au Manitoba, tout en organisant des campagnes de promotion et d'éducation à l'échelle de la province et en officialisant sa propre structure de gouvernance pour favoriser une mobilisation plus fructueuse avec les intervenants.

Alliance étudiante du Nouveau Brunswick

L'Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick (AENB) est la plus grande organisation étudiante dans la province, et représente plus de 12 000 étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire de quatre campus membres. Nous défendons un système d'éducation postsecondaire équitable, abordable et inclusif, où chacun peut acquérir une formation de grande qualité, dans les meilleures conditions possible.

Ontario Undergraduate Student Alliance

La Ontario Undergraduate Student Alliance (OUSA) représente les intérêts d'environ 150 000 professionnels et étudiantes et étudiants universitaires au premier cycle, à temps plein et à temps partiel, de huit associations étudiantes de l'Ontario. L'approche de l'OUSA consiste à formuler des recommandations stratégiques étoffées, axées sur les intérêts des étudiantes et étudiants et fondées sur des données probantes. Nos pratiques professionnelles de relations avec les gouvernements nous garantissent un accès aux décideurs et nous permettent ainsi de faire entendre les voix de nos membres pour influencer les politiques et lois provinciales.

Students Nova Scotia

Students Nova Scotia (StudentsNS) est une alliance d'associations étudiantes d'établissements postsecondaires de la Nouvelle-Écosse qui représente environ 20 000 étudiantes et étudiants de premier cycle, des cycles supérieurs et des collèges de la province. Nous contribuons à tracer la voie des études postsecondaires en consultant les étudiantes et étudiants, en examinant divers enjeux, en trouvant des solutions et en présentant nos recommandations directement au gouvernement. Nous défendons un système d'études postsecondaires abordable, accessible et de grande qualité qui reflète les intérêts de nos membres..

University of Prince Edward Island Student Union

La University of Prince Edward Island Student Union (UPEI) est un organisme sans but lucratif visant à représenter les étudiantes et étudiants de façon démocratique. Nous nous attachons à valoriser le statut de notre université, à améliorer la vie universitaire, ainsi que l'expérience des étudiantes et étudiants à l'UIPE. Nous sommes fiers de notre indépendance, sans cependant sacrifier le maintien de relations efficaces avec l'université et la communauté dans laquelle elle se trouve.

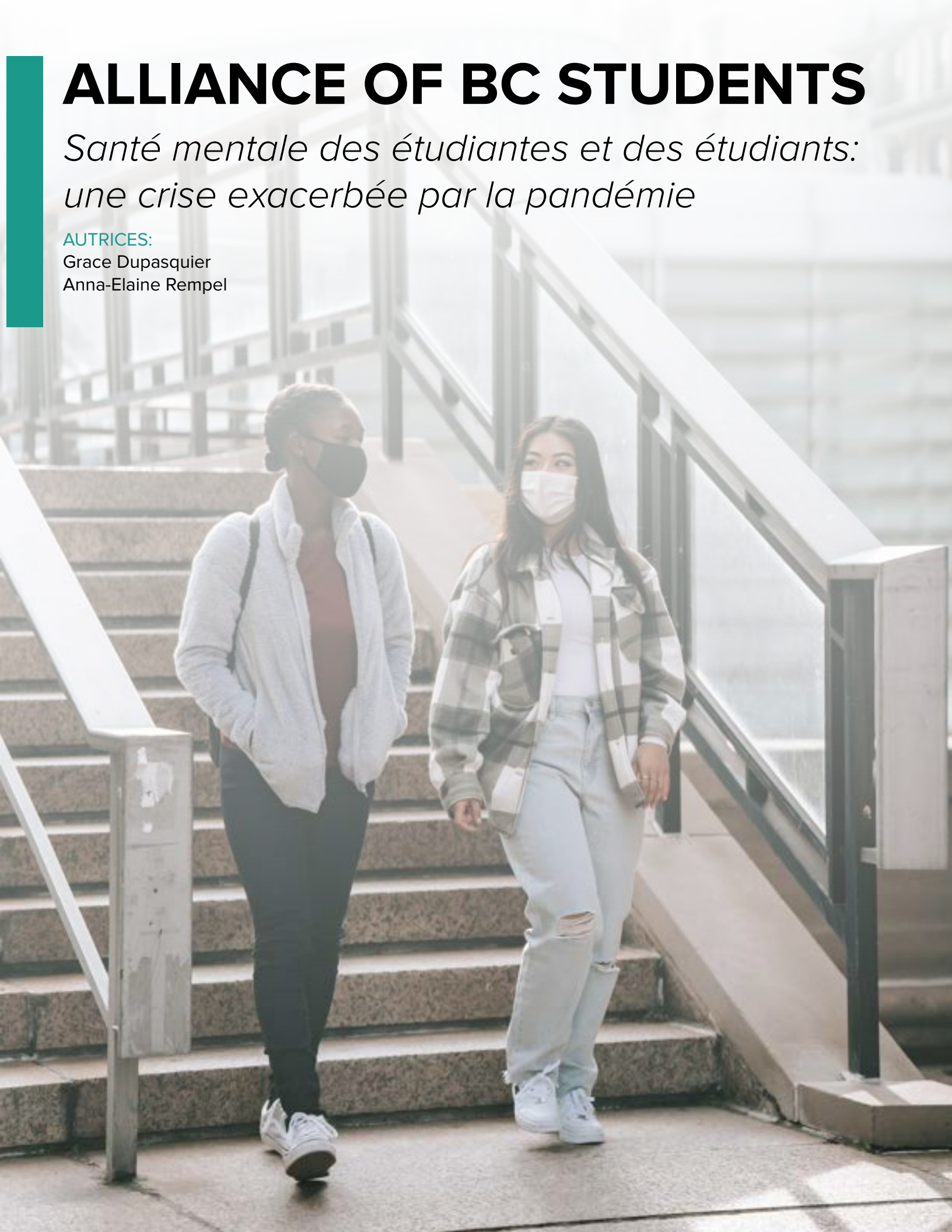
L'Union étudiante du Québec

L'Union étudiante du Québec a pour mission de défendre les droits et intérêts de la communauté étudiante en promouvant, protégeant et améliorant la condition étudiante et la condition des communautés locales et internationales. Elle compte 91 000 membres à travers le Québec.

ALLIANCE OF BC STUDENTS

Santé mentale des étudiantes et des étudiants: une crise exacerbée par la pandémie

AUTRICES:
Grace Dupasquier
Anna-Elaine Rempel



Cette présentation a été rédigée sur le territoire volé aux nations Skwxwú7mesh, Səl̓ílwətaʔ et xʷməθkʷəy̓əm, que nous partageons avec ces dernières. Les discussions sur la santé mentale et la résilience des communautés ne peuvent pas passer sous silence les effets dévastateurs et constants du colonialisme, et nous reconnaissons l'importance de notre engagement envers un travail de décolonisation, de réconciliation et d'indigénisation de cet enjeu et d'autres.

INTRODUCTION: SANTÉ MENTALE DES ÉTUDIANTES ET DES ÉTUDIANTS EN TEMPS DE PANDÉMIE

Ce serait un euphémisme de dire que les étudiants de niveau postsecondaire ont été éprouvés sur le plan de leur santé mentale pendant la pandémie de COVID-19. Même si l'on ne peut pas encore brosser un tableau d'ensemble du problème, ici en C.-B., les données nationales de juin 2020 révèlent que 70 % des étudiants étaient stressés, anxieux ou isolés en raison de la pandémie, et que 82 % des étudiants se disaient particulièrement inquiets de leur avenir post-pandémie.[1] Même avant la pandémie, les taux de souffrance mentale chez les étudiantes et les étudiants postsecondaires au Canada étaient très élevés. En effet, une étude de 2019 révèle qu'au cours des 12 derniers mois, 63,6 % des étudiants se disaient sans espoir, 51,6 % se sentaient tellement déprimés qu'ils avaient de la difficulté à fonctionner, et 68,9 % souffraient d'anxiété envahissante.[2] Ces taux doivent être examinés dans les contextes universitaires, sociaux et économiques de la pandémie afin que l'on puisse soutenir adéquatement la santé mentale des étudiantes et des étudiants[3] pendant cette période. L'isolement, les difficultés financières, les préoccupations quant à l'avenir, les problèmes de santé et de nombreux autres défis ont instauré chez les étudiants un climat propice à un stress prolongé, alors même qu'ils doivent s'ajuster à une transition difficile vers l'apprentissage en ligne. Ces facteurs de stress ont exacerbé les problèmes de santé mentale préexistants des étudiantes et des étudiants, et rendu le maintien d'un bon rendement académique encore plus difficile.

Le fait de ne pas répondre adéquatement aux problèmes de santé mentale des étudiantes et des étudiants de niveau postsecondaire pendant la pandémie risque d'entraîner d'autres difficultés dans les années à venir. Dans un rapport de 2017 de la Commission de la santé mentale du Canada, on estime que les besoins en santé mentale, non traités ou sous traités, coûtent à l'économie canadienne environ 50 milliards de dollars par année.[4] La plupart des problèmes et troubles de santé mentale peuvent être surmontés efficacement grâce à des interventions rapides, mais plus le temps passe, plus ces problèmes deviennent difficiles à traiter.[5] Même si les effets à long terme de la pandémie sur la santé mentale ne sont pas encore tous connus, nous savons qu'un accès équitable à des mesures d'aide en santé mentale inclusives et pérennes sera essentiel pour atténuer ces effets au fil du temps.

Au cours des quatre dernières années, la Alliance of BC Students a exhorté le gouvernement provincial d'investir davantage dans les services de soutien en santé mentale sur les campus et dans un accès plus inclusif aux services de counselling. En réaction aux données émergentes montrant que la santé mentale des étudiantes et des étudiants se détériorait considérablement, l'ABCS a commencé à préconiser des investissements ciblés dans les services de première ligne en santé mentale, au sein des établissements d'enseignement postsecondaires, et dans des services de counselling gratuits, équitables et inclusifs sur les campus de ces établissements. Pendant cette période, le gouvernement de la C.-B. a réalisé plusieurs investissements en santé mentale pour les étudiantes et les étudiants et la population en général. Cependant, le niveau d'accessibilité demeure bien en deçà de ce qu'il devrait être.

« CARTOGRAPHIE » DES MESURES ACTUELLES DE SOUTIEN EN SANTÉ MENTALE POUR LES ÉTUDIANTES ET LES ÉTUDIANTS

L'approche actuelle de la C.-B. en santé mentale repose sur le document A Pathway to Hope, qui constitue une feuille de route pour améliorer les services de santé mentale et de traitement des toxicomanes en Colombie-Britannique.[6] Dévoilé en 2019, A Pathway to Hope est une stratégie ambitieuse qui vise à remédier aux nombreux écueils des politiques de la province concernant la santé mentale et les dépendances. Malheureusement, les préoccupations propres aux étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire ne sont pas bien définies et ne figurent pas clairement parmi les objectifs de cette feuille de route. Les besoins des étudiantes et des étudiants sont souvent amalgamés à ceux des « jeunes », comme s'il s'agissait de deux groupes démographiques interchangeables. Il en résulte une politique qui met lourdement l'accent sur les mesures de soutien aux « jeunes », négligeant ainsi les étudiantes et les étudiants de plus de 25 ans, qui composent 36 % de la population étudiante de la C.-B., et ne peuvent obtenir des soins adéquats. [7]

Le programme FoundryBC est un bon exemple des lacunes évoquées plus haut. Les centres Foundry sont des centres de service de santé à la fine pointe qui offrent un vaste éventail de services sociaux et de santé aux jeunes, gratuitement ou à faible coût. Même si les centres Foundry constituent un guichet unique permettant aux jeunes d'accéder à des soins en santé mentale, à des services destinés aux toxicomanes, à des soins primaires, à des services sociaux et à des mesures de soutien par les pairs à l'intention des jeunes et des familles,[8] les personnes âgées de plus de 24 ans ne peuvent pas y avoir accès, ce qui signifie que les étudiants plus âgés en sont exclus. Les discussions de l'ABCS avec les décideuses et les décideurs nous ont révélé que ces derniers considèrent qu'un meilleur accès aux services de Foundry équivaut à un meilleur accès à tous les étudiants en général, mais dans les faits, ce n'est pas le cas.

A Pathway to Hope prévoit cependant quelques dispositions visant spécifiquement les étudiantes et les étudiants de niveau postsecondaire. Here2Talk est un programme gratuit et confidentiel destiné à tous les étudiants actuellement inscrits dans un établissement d'enseignement postsecondaire en C.-B. qui leur permet d'accéder à des séances uniques de soutien en santé mentale 24/7 et à des services d'aiguillage vers des services communautaires, au moyen d'une application, par téléphone ou en ligne.[9] Le développement et le lancement de Here2Talk ont été accélérés au début de la pandémie pour répondre aux appels lancés par les représentants des étudiantes et des étudiants quant aux effets dévastateurs de la pandémie sur leur santé mentale.[10] Même si l'ABCS a applaudi les efforts déployés par la province et sa capacité à reconnaître la gravité de la situation, Here2Talk accuse des lacunes indéniables. Son utilité pour les étudiantes et les étudiants qui vivent des problèmes de santé mentale est limitée par le fait que le service ne propose qu'une seule séance de consultation. Les étudiantes et les étudiants qui veulent établir une relation durable avec un conseiller pour traiter des problèmes qui requièrent une aide à long terme ne peuvent pas communiquer avec le même conseiller deux fois. Le fait d'avoir à décrire ses problèmes de santé

Le fait d'avoir à décrire ses problèmes de santé mentale à un conseiller différent chaque fois peut être traumatisant et épuisant, et décourager certains étudiants à demander de l'aide

mentale à un conseiller différent chaque fois peut être traumatisant et épuisant, et décourager certains étudiants à demander de l'aide. Comme le révèle ce témoignage relevé sur le site Web de FoundryBC : « Si j'avais le choix, je n'aurais pas à réexpliquer sans cesse mon traumatisme pour obtenir l'aide dont j'ai besoin. »[11]

Les données dégagées des sondages auprès des étudiantes et des étudiants montrent que les capacités des services de counselling institutionnels ne suffisent pas à la demande. En effet, les étudiantes et les étudiants rapportent des délais d'attente beaucoup trop longs, surtout pendant la période des examens et d'autres moments particulièrement stressants de la session.[12] En outre, ces services ne disposent pas toujours de conseillers formés pour répondre aux besoins de groupes d'étudiantes et d'étudiants sous-représentés, comme les Autochtones, les membres de la communauté 2SLGBTQQIA+, les étudiants internationaux ou les étudiants handicapés, dont les besoins sont souvent différents de ceux de la population en général.[13] Ainsi, l'ABCS a mis l'accent sur des activités de mobilisation qui visent non seulement à améliorer la capacité globale de ces services institutionnels, mais également à offrir une aide plus ciblée aux étudiantes et étudiants appartenant à des communautés qui revendiquent l'égalité. Ces étudiantes et étudiants constatent fréquemment que les services de counselling traditionnels ne sont ni accessibles, ni efficaces, car ils sont fournis par des conseillers qui n'ont pas reçu de formation sur l'approche culturelle adéquate à adopter ou sur les traumatismes vécus. Les étudiants de ces communautés sont souvent condamnés à revivre le traumatisme qui les fait souffrir puisqu'ils n'ont pas accès à des conseillers qui sont en mesure d'évaluer les contextes dans lesquels s'inscrivent ces traumatismes.[14]

DES APPROCHES HOLISTIQUES, FONDÉES SUR LES BESOINS DE BASE

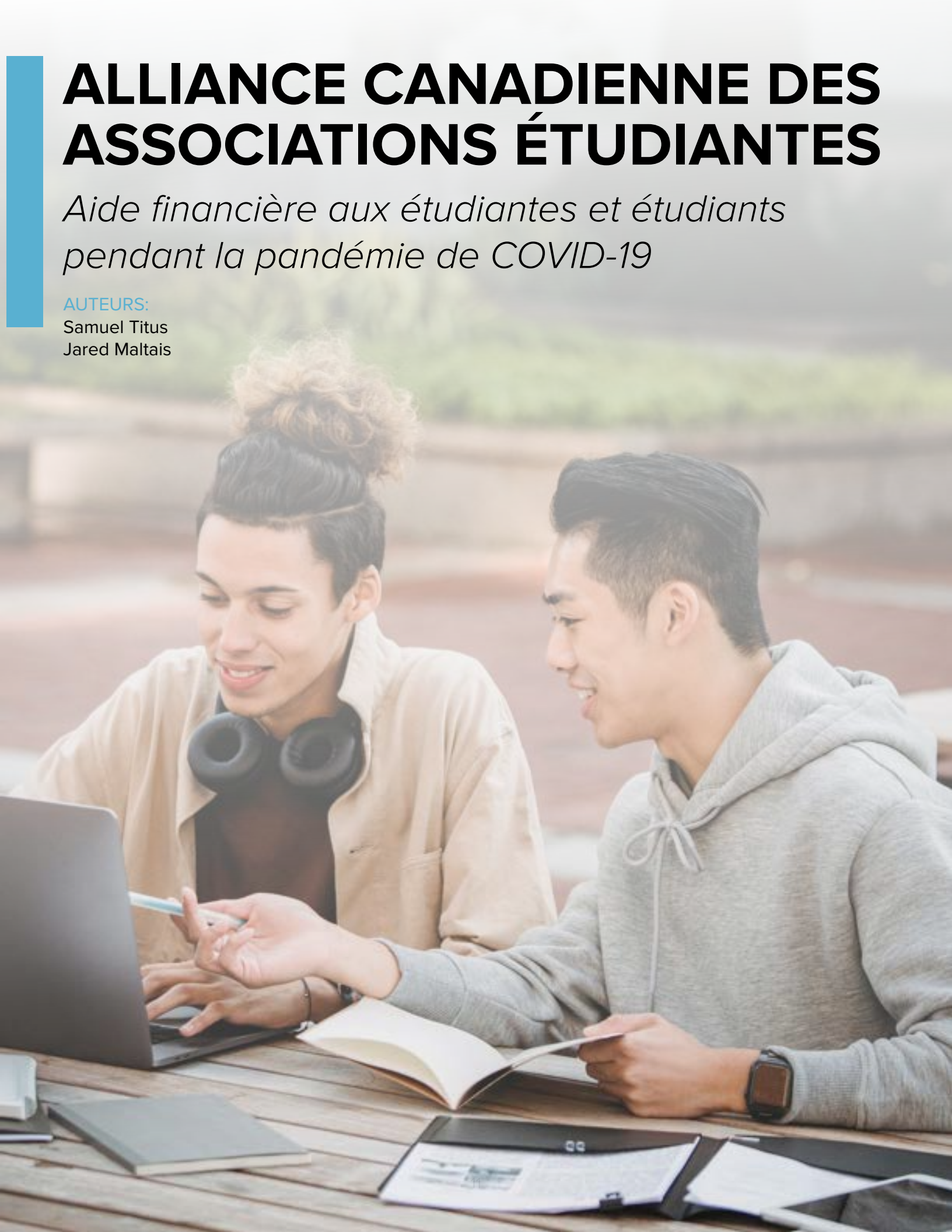
Même si l'accès à des services de santé mentale professionnels est essentiel pour améliorer le bien-être des étudiantes et des étudiants, cela ne suffit pas pour faire face à la crise actuelle. Tel que reconnu dans la littérature concernant la santé mentale des étudiantes et des étudiants de niveau postsecondaire, dont la Okanagan Charter[15] et la Norme nationale du Canada sur la santé mentale et le bien-être des étudiants du postsecondaire de la Commission de la santé mentale du Canada[16], la santé mentale des étudiantes et des étudiants n'est pas un problème isolé : il s'agit d'une situation intersectionnelle façonnée par l'identité de chaque étudiante et étudiant et par ses expériences de vie. L'accès à des services de santé mentale professionnels ne suffit donc pas pour traiter véritablement les répercussions de la pandémie sur la santé mentale de ces étudiantes et étudiants.

Le fait d'éliminer les obstacles directs et indirects aux études postsecondaires et de s'assurer que les étudiantes et étudiants peuvent poursuivre leurs objectifs éducatifs sans renoncer à leurs besoins de base, dont un accès sécuritaire au logement, à des médicaments et à une saine alimentation, est un élément essentiel à toute stratégie visant à composer adéquatement avec cette crise qui affecte la santé mentale des étudiantes et des étudiants. La C.-B. a réalisé des progrès importants pour améliorer son approche des soins en santé mentale au cours des dernières années, mais il reste encore beaucoup de défis à relever. L'ABCS continuera de défendre une approche exhaustive, inclusive et accessible de la santé mentale, pour offrir à tous les étudiants de la province l'aide dont ils ont besoin.

ALLIANCE CANADIENNE DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES

Aide financière aux étudiantes et étudiants pendant la pandémie de COVID-19

AUTEURS:
Samuel Titus
Jared Maltais



Représentant plus de 265 000 étudiantes et étudiants de 23 établissements membres, l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est depuis longtemps à l'avant-plan des discussions avec le gouvernement fédéral portant sur l'éducation postsecondaire au Canada. Guidée par la conviction que l'éducation doit être accessible, abordable, novatrice et de grande qualité, l'ACAE défend les intérêts des étudiantes et étudiants auprès du gouvernement fédéral depuis plus de 25 ans. Comme de nombreux autres dossiers, la COVID-19 présente des défis uniques et nouveaux qui parsèment le parcours des étudiantes et des étudiants et des nouveaux diplômés vers une carrière stimulante. Alors que nous commençons notre deuxième année de pandémie, il est certainement utile de se pencher sur les progrès qui ont été réalisés et sur ce que peut faire le mouvement étudiant à partir de là.

L'ACAE est guidée par le principe crucial selon lequel tout étudiant qualifié sur le plan académique qui souhaite poursuivre des études postsecondaires devrait pouvoir le faire sans avoir à surmonter des obstacles excessifs, notamment l'accumulation d'une dette d'études déraisonnable. Le gouvernement fédéral aide depuis longtemps les étudiantes et les étudiants de niveau postsecondaire grâce à divers programmes, tels que le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) et les bourses canadiennes pour étudiants (BCE). En 2018-2019, ces deux programmes sont venus en aide à plus de 750 000 étudiantes et étudiants au pays, soit près d'un tiers de tous les étudiantes et les étudiants.[17] Cependant, avec la COVID-19 et les bouleversements qu'elle a provoqués, la discussion entourant les besoins des étudiantes et des étudiants de niveau postsecondaire a changé et évolué, tout comme le rôle du gouvernement fédéral dans la prestation de son aide.

Au début de mars 2020, la première vague de confinements a balayé le pays, provoquant chez les étudiantes et les étudiants de niveau postsecondaire des inquiétudes sur les plans de l'emploi, de la stabilité financière et de leurs perspectives pour l'avenir. Le 18 mars, le gouvernement du Canada, faisant preuve d'une célérité exemplaire, a fait sa première annonce d'une aide destinée aux étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire.[18] Deux semaines plus tard, il annonçait des changements importants au programme Emplois d'été Canada (EEC).[19]

Même si ces premières annonces ont sans aucun doute aidé à faire face à la vague, il est rapidement apparu évident que la pandémie durerait plus que quelques semaines et qu'il fallait offrir aux étudiantes et étudiants un ensemble de mesures plus solide et exhaustif. Le 22 avril, le gouvernement fédéral a répondu aux besoins historiques et immédiats des étudiantes et des étudiants de niveau postsecondaire par des investissements massifs, prenant la forme d'une série de mesures de soutien nouvelles et élargies, à hauteur de 9 milliards de dollars. Cela comprenait la création de la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) destinée aux étudiantes et étudiants sans emploi qui n'étaient pas admissibles à la Prestation canadienne d'urgence (PCU), le doublement de toutes les bourses canadiennes pour étudiants et divers changements à l'évaluation des besoins dans le cadre du PCPE.[20] La mesure prévoyait également une aide financière particulière pour les étudiantes et les étudiants des cycles supérieurs, les apprenants autochtones et les jeunes inquiets quant à leurs possibilités d'emploi.[21]

Globalement, ces changements reflètent bon nombre des priorités pré-pandémie de l'ACAE concernant l'aide financière aux étudiantes et étudiants, les possibilités d'emploi et les besoins des groupes qui revendiquent l'égalité. Cependant, même si cet investissement important est le bienvenu, il y a et aura encore de nombreux obstacles financiers pour les étudiantes et les étudiants, maintenant et au-delà de la pandémie.

Dans un premier temps, il importe de souligner à nouveau l'importance et la pertinence de ce financement. L'investissement de 9 milliards de dollars, annoncé le 22 avril, représente un niveau de dépense sans précédent consenti par le gouvernement fédéral aux étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire.[22] En investissant massivement dans une aide financière directe et indirecte, le gouvernement tient également compte du fait que les étudiantes et les étudiants doivent souvent faire un véritable travail d'équilibriste pour répondre à leurs besoins financiers. Ce constat correspond aux données commandées par l'ACAE en mai 2020, révélant que deux tiers des étudiantes et des étudiants croient que la COVID-19 bouleversera leur situation d'emploi et que 70 % sont inquiets quant à leurs perspectives d'emploi en raison de la pandémie.[23] Même si l'on ne sait pas encore si les annonces du 22 avril ont contribué à atténuer ces craintes, l'énoncé économique de l'automne 2020 reconnaissait que les étudiants étaient parmi les plus durement touchés par la pandémie et leur accordait une aide additionnelle en éliminant les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiantes et étudiants pour 2021-2022.[24]

Même si l'ACAE soutient bon nombre de ces nouvelles initiatives, elles ne sont pas infaillibles. En effet, la plupart des prolongations et élargissements ne sont que ponctuels et n'incarnent pas une vision holistique de l'aide aux étudiantes et étudiants. Plus particulièrement, le doublement permanent des BCE représenterait une véritable amélioration générationnelle pour améliorer l'accès aux études postsecondaires au Canada.

La nature limitée de ces changements ne tient pas compte non plus des répercussions de la COVID-19 sur les années à venir. Même si la vaccination s'accélère et que la lumière apparaît au bout du tunnel, l'effet des confinements, de l'étude à la maison et de l'isolement risque de perdurer bien au-delà du « retour à la normale ». Dans les données commandées en mai 2020, deux tiers des étudiantes et des étudiants ont répondu que la COVID-19 aura une incidence sur leur situation financière et leurs perspectives d'emploi au-delà de l'année universitaire 2020-2021.[25] En effet, même ceux qui dépendaient des prêts du gouvernement pour couvrir moins du quart de leurs frais de scolarité ont rapporté qu'ils utiliseraient une part plus importante de leurs prêts fédéraux en raison de la pandémie, alourdissant ainsi le niveau d'endettement des étudiantes et des étudiants pour les années à venir.[26]

Mais ce qui est sans doute le plus alarmant, c'est l'exclusion des étudiants internationaux des mesures d'aide en lien avec la COVID-19. Même s'ils représentent près de 16 % des inscriptions dans les universités et les collèges, et 13 % des revenus totaux générés, les étudiants internationaux ont été exclus de toutes les mesures de soutien fédérales liées à la pandémie.[27] Non seulement les étudiants internationaux paient des frais de scolarité plus élevés, mais bon nombre des problèmes qu'ils subissent relativement aux possibilités d'emploi, à l'isolement et aux finances sont exacerbés par leur statut particulier.[28]

deux tiers des étudiantes et des étudiants ont répondu que la COVID-19 aura une incidence sur leur situation financière et leurs perspectives d'emploi au-delà de l'année universitaire 2020-2021.

Le gouvernement fédéral et les établissements d'enseignement postsecondaire ont fait du recrutement international non seulement une priorité, mais un instrument de financement de l'éducation postsecondaire au Canada.[29] Compte tenu de cette dépendance envers les étudiants internationaux, on s'explique mal le fait qu'ils soient exclus des mesures d'aide du gouvernement fédéral. D'ailleurs, les étudiants nationaux ont constaté cette faille, puisque 85 % d'entre eux jugent que le gouvernement fédéral devrait en faire davantage pour les étudiants internationaux, et 73 % croient que l'aide dont ils bénéficient devrait également être offerte à leurs collègues internationaux.[30] En outre, la concurrence mondiale pour attirer des étudiants internationaux se fait de plus en plus féroce et ceux qui étudient au Canada méritent le soutien d'un gouvernement qui veut augmenter les niveaux d'immigration. Sans cette aide cruciale, de nombreux étudiants internationaux risquent de poursuivre leurs études dans des pays où leur valeur est davantage reconnue.

Globalement, qu'il s'agisse de l'aide financière traditionnelle, des possibilités d'emploi ou des inégalités systémiques, il apparaît évident que les effets de la COVID-19 continueront de se faire sentir encore longtemps dans le système d'éducation postsecondaire. Ces problèmes témoignent de l'urgence d'agir pour aider les étudiantes et les étudiants et les récents diplômés à ce moment particulièrement vulnérable de leur vie. Même si le système en place est solide, les étudiantes et les étudiants du Canada demeurent inquiets face au présent et à l'avenir. Par conséquent, l'ACAE a formulé les recommandations suivantes pour tenter d'atténuer l'anxiété que vivent les étudiantes et les étudiants :

1. **maintenir les niveaux de financement de 2020-2021 pour les bourses canadiennes pour étudiants et le Programme canadien de prêts aux étudiants en réponse à la COVID-19, et ainsi doubler les bourses maximales consenties aux étudiantes et étudiants admissibles; et**

2. **veiller à offrir un soutien adéquat à tous les étudiants au Canada. L'ACAE croit qu'avec ces changements, le secteur de l'enseignement postsecondaire au Canada pourra sortir de la crise de la COVID-19 en garantissant une formation plus accessible, abordable et de grande qualité.**

COLLEGE STUDENT ALLIANCE

Un réseau d'enseignement postsecondaire centré sur l'étudiante et l'étudiant pour un monde post-pandémie

AUTEURE
Taylor Irvine

L'Ontario s'est dotée d'un réseau d'établissements d'enseignement postsecondaire de grande qualité qui agit souvent comme une force égalisatrice en favorisant la mobilité sociale et de meilleures perspectives d'emploi pour des étudiants issus de tous les milieux socioéconomiques. Les collèges de la province garantissent un accès équitable aux études postsecondaires à divers groupes sous-représentés. Cependant, cette année, la pandémie a créé de nouveaux obstacles à l'éducation, tout en exacerbant les problèmes qui freinent depuis longtemps l'accès aux études. Comme la majeure partie des programmes collégiaux sont maintenant offerts en mode virtuel, il est particulièrement difficile pour les étudiantes et les étudiants de bénéficier des avantages d'une formation collégiale concrète. Cela s'avère plus particulièrement pour les étudiantes et les étudiants des régions rurales et éloignées dont l'accès à Internet est irrégulier, les étudiantes et les étudiants qui doivent suivre une formation pratique dans le cadre de leur programme et les étudiantes et les étudiants qui ont des besoins en apprentissage particuliers auxquels le mode virtuel ne permet pas de répondre. En tant que secteur, si nous voulons que les EPS demeurent un outil d'égalisation, il faut repenser les EPS dans un monde post-pandémie et veiller à ce que les besoins des étudiantes et des étudiants soient au premier plan et à ce que le système tienne compte des obstacles actuels et à venir.

APPRENTISSAGE EN PRÉSENTIEL

Le système d'éducation collégiale est né de la demande pour une formation pratique concrète menant à des carrières techniques et fondées sur l'expérience. L'apprentissage en présentiel fait partie intégrante de l'expérience collégiale et ne se prête pas toujours au mode virtuel. L'apprentissage virtuel peut être efficace dans certains cas – plus particulièrement pour les étudiantes et les étudiants qui ont les aptitudes nécessaires pour diriger eux-mêmes leur apprentissage et qui disposent des technologies requises et d'un accès à Internet – ainsi que dans les programmes conçus pour un format virtuel. Cependant, le mode virtuel ne convient pas à tous les étudiants, ni à tous les programmes.

La majeure partie des programmes collégiaux prévoient une forme ou une autre de formation en présentiel, surtout dans les domaines des soins de santé, des services communautaires et des métiers.[31] Les étudiantes et les étudiants doivent accumuler un nombre suffisant d'heures d'expérience pour obtenir leur diplôme et acquérir l'expertise nécessaire pour poursuivre leur carrière avec succès et en toute sécurité. La COVID-19 a entraîné la fermeture des lieux de travail et la réduction draconienne des heures d'apprentissage en présentiel, limitant ainsi le nombre de places de formation en apprentissage. En outre, comme de nombreux étudiants ont reporté leurs études, l'accès aux stages demeurera difficile bien après la pandémie et exacerbera la concurrence que devront se livrer les étudiantes et les étudiants pour décrocher un stage de formation en présentiel.[32] Pour remédier à ce problème, la province devrait se préparer au retour à la formation en présentiel en finançant la création de nouveaux stages et de possibilités d'apprentissage intégré au travail. Non seulement ces stages permettent aux étudiantes et étudiants de décrocher leur diplôme avec l'expérience nécessaire pour commencer leur carrière avec confiance, mais ils favorisent l'établissement de liens entre les étudiantes et les étudiants et les

employeurs, ce qui ouvre généralement la voie à des possibilités d'emploi une fois le diplôme obtenu.

ACCÈS À INTERNET

Un des principaux obstacles à l'apprentissage en mode virtuel est l'accès limité à Internet haute vitesse, qui touche de façon disproportionnée les étudiantes et les étudiants des régions rurales et éloignées de l'Ontario et des réserves autochtones. En raison de difficultés financières, de nombreux étudiants en Ontario n'ont pas les moyens d'étudier hors de leur région.[33] Les étudiantes et les étudiants des régions rurales dépendent de la connexion de leur établissement en raison d'un accès limité à Internet et des écarts de rapidité dans leur région. Même si la plupart des foyers en Ontario (87 %) ont accès à une connexion Internet de 50/10 Mbps, qui est considérée comme le service de télécommunications de base auquel tous les Canadiens devraient avoir droit, seulement 29,5 % des foyers ontariens en région rurale en bénéficient. Ce chiffre tombe à 17 % dans les réserves autochtones de la province.[34] Les étudiantes et les étudiants autochtones composent 25 % des inscriptions dans les collèges du nord, et environ 15 % de ces étudiantes et étudiants habitent dans des communautés rurales, ce qui signifie qu'un nombre important d'étudiantes et d'étudiants n'ont pas accès à une connexion Internet adéquate.[35] Cette connexion n'est pas seulement essentielle pour suivre une formation, mais elle l'est également pour les petites entreprises, les organismes communautaires, ainsi que pour assurer la résilience et la viabilité des économies rurales et éloignées.[36] En outre, pendant qu'ils suivent leurs cours virtuellement, de nombreux étudiants doivent partager Internet ou d'autres outils technologiques avec des membres de la famille ou des colocataires, ce qui limite leur capacité de participer pleinement à leur formation et de réussir. Plus de la moitié de tous les ménages canadiens ont moins d'un outil technologique par occupant.[37] Comme les enfants d'âge scolaire sont encore nombreux à faire l'école à la maison, les étudiantes et les étudiants des collèges avec des personnes à charge peinent à suivre leurs propres cours et à soutenir l'éducation de leurs enfants avec une connexion Internet excessivement sollicitée.

Le gouvernement de l'Ontario a consacré près de 1 milliard de dollars à l'élargissement de l'accès à Internet dans les communautés rurales, éloignées et mal desservies, ce qui aura sans aucun doute des répercussions positives sur la prospérité et le dynamisme de ces communautés.[38] Cependant, alors que nous approchons du premier anniversaire du premier confinement de la pandémie, l'accès Internet dans les régions rurales et éloignées de l'Ontario continue d'être inadéquat.[39] Les obstacles qu'engendre la pandémie sur les plans de l'emploi et de l'éducation soulignent la nécessité immédiate d'une connexion Internet, une situation qui perdurera bien au-delà de la pandémie. La province devrait accélérer l'élargissement de l'accès aux réseaux cellulaires et à Internet haute vitesse dans les régions rurales et éloignées de l'Ontario, et son engagement à cet égard doit reposer sur un financement annuel. En outre, les services Internet dans ces régions devraient être subventionnés pour les rendre plus abordables. Les obstacles à l'accès à Internet haute vitesse ne disparaîtront pas une fois la pandémie terminée. Pour s'assurer que les réserves autochtones et les régions rurales et éloignées puissent s'épanouir dans un environnement de plus en plus connecté, le gouvernement doit prioriser le financement à long terme des connexions à Internet dans ces communautés. Le gouvernement devrait également s'assurer que ses investissements répondent aux besoins des étudiantes et des étudiants et que le service Internet est abordable pour les communautés et les familles qui en ont besoin.

ÉQUITÉ FACE À L'APPRENTISSAGE VIRTUEL

La population étudiante des collèges de l'Ontario s'est beaucoup diversifiée au fil des ans : les étudiantes et les étudiants proviennent de milieux et de domaines professionnels variés, et en sont à diverses étapes de leur vie. Chaque étudiante et étudiant a des besoins éducatifs uniques qui reposent sur son style d'apprentissage et son programme d'études, ce qui écarte d'emblée le concept d'éducation « universelle ». Pour

les années à venir, notre système d'éducation postsecondaire devrait offrir aux étudiantes et étudiants la possibilité de suivre leur formation virtuellement ou en présentiel. La souplesse et la commodité de l'apprentissage en ligne sont bénéfiques à certains étudiants, alors que pour d'autres, l'absence d'interaction avec les enseignants et les difficultés associées à l'apprentissage autonome les rebutent. Dans un récent sondage mené auprès des membres de la CSA, 40 % des répondants ont indiqué qu'ils ne souhaitent pas que l'apprentissage virtuel se poursuive au-delà de la pandémie, alors que 30 % le souhaitent. Parmi les autres répondants, la plupart ont mentionné qu'ils accepteraient le maintien de la formation à distance seulement si cette dernière est améliorée ou si elle devient facultative.[40] L'apprentissage virtuel soutient le style d'apprentissage de certains étudiants, et ces derniers devraient pouvoir en bénéficier. Mais en règle générale, les membres de la CSA ont souligné que d'importantes améliorations devront être apportées à l'apprentissage virtuel pour qu'il réponde adéquatement aux besoins des étudiantes et des étudiants.

À cet égard, l'apprentissage virtuel doit être axé sur l'étudiante et l'étuidant et s'adapter aux besoins d'apprentissage spécifiques de tous les étudiants. Cela comprend les étudiants handicapés, dont l'accès à la formation en mode virtuel est parfois difficile. En effet, ces derniers doivent acquérir de nouveaux outils d'apprentissage qui sont parfois difficiles à intégrer à la multiplicité des plateformes utilisées dans les cours virtuels.[41] On compte un grand nombre d'étudiantes et d'étudiants qui ont besoin d'une aide supplémentaire pour suivre une formation en mode virtuel, puisque les étudiants handicapés composent 17 % de la population étudiante des collèges.[42] Le gouvernement de l'Ontario a déjà investi 50 millions de dollars dans une Stratégie pour l'apprentissage virtuel afin de moderniser et d'étendre les capacités

Dans un récent sondage mené auprès des membres de la CSA,

40% des répondants

ont indiqué qu'ils ne souhaitent pas que l'apprentissage virtuel se poursuive au-delà de la pandémie.

d'apprentissage virtuel dans les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario. La CSA recommande que cette stratégie intègre des mesures de soutien accrues pour les étudiants handicapés, comme des technologies d'assistance ou la conception universelle de l'apprentissage (CUA).[43] Les étudiants handicapés mentionnent qu'ils sont mieux en mesure de contrôler les symptômes associés à leur handicap lorsque les professeurs adoptent les principes de la CUA. La province devrait également agir pour s'assurer que les étudiantes et les étudiants bénéficient de mesures de soutien à l'apprentissage qui répondent à leurs besoins, mais également de mesures holistiques qui englobent la santé mentale, le soutien aux étudiants autochtones et une aide financière adéquate. Le retour à un apprentissage en personne sera difficile pour les étudiants et ils auront besoin d'aide pour remettre le cap sur leur trajectoire académique et leur carrière.

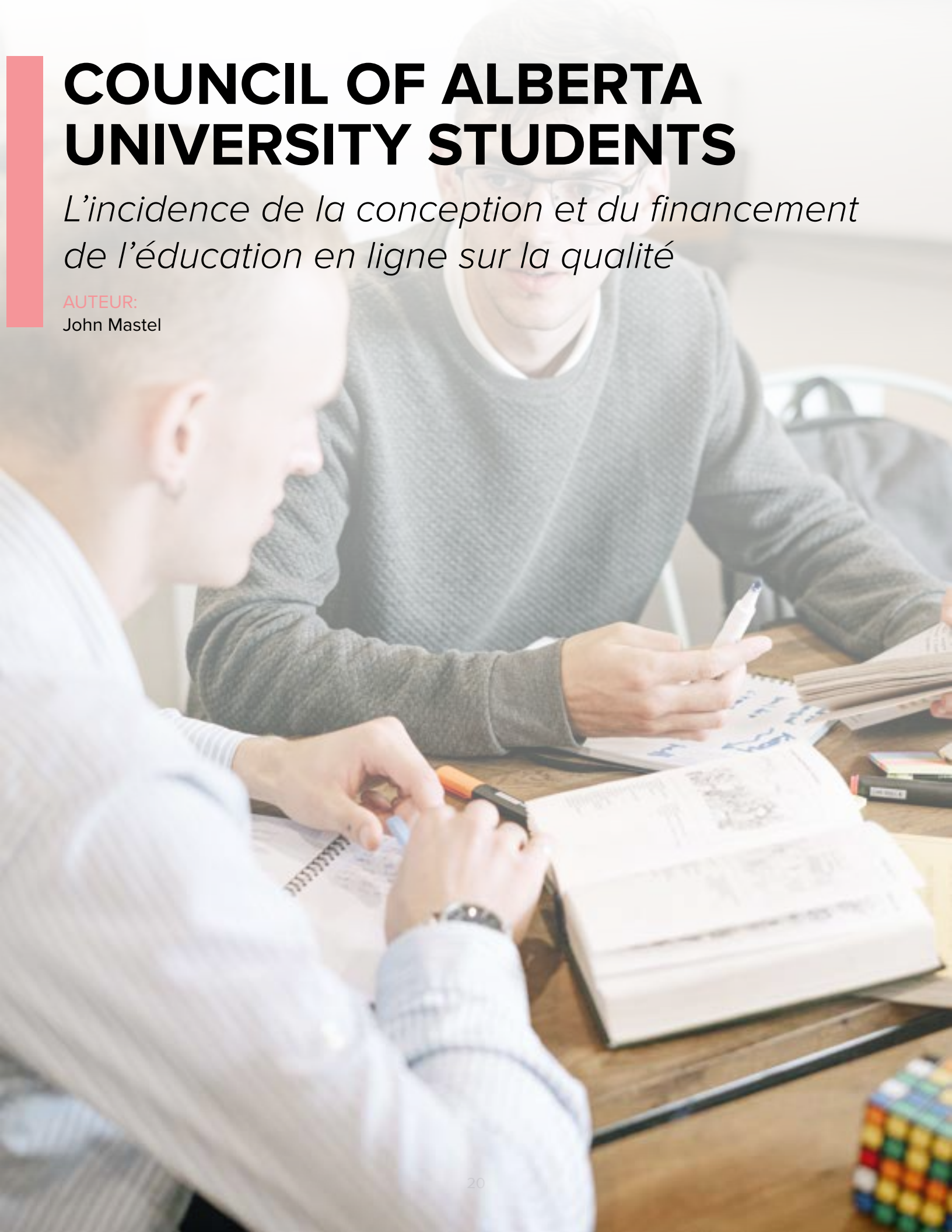
CONCLUSION

La pandémie a bouleversé la façon dont les étudiantes et les étudiants accèdent au système d'éducation postsecondaire, la majeure partie des programmes collégiaux étant maintenant offerts en mode virtuel. Même si l'apprentissage virtuel fonctionne bien pour certains étudiants, cette approche n'est pas réaliste pour d'autres. L'expérience concrète en milieu collégial est aujourd'hui très précaire, et les offres de stages en milieu de travail sont menacées. Les lacunes préexistantes sur le plan de l'accès à Internet haute vitesse ont exacerbé les effets de la pandémie sur les étudiantes et les étudiants, les communautés autochtones, et les régions rurales et éloignées. En outre, l'accommodement des besoins en apprentissage uniques des étudiantes et des étudiants requiert bien plus qu'une approche universelle, et nous soutenons que les étudiantes et les étudiants devraient avoir le choix entre une formation en ligne ou en présentiel après la pandémie. Une stratégie pour l'apprentissage virtuel axée sur l'étudiante et l'étudiant doit être accompagnée d'un vaste éventail de mesures de soutien qui aideront les étudiantes et les étudiants à réussir leur parcours académique et à poursuivre une carrière stimulante pour reconstruire l'Ontario et lui garantir un avenir meilleur. En tant que secteur et en tant que province, nous devons travailler de concert pour reconstruire un système d'éducation postsecondaire accessible, équitable et axé sur l'étudiante et l'étudiant.

COUNCIL OF ALBERTA UNIVERSITY STUDENTS

L'incidence de la conception et du financement de l'éducation en ligne sur la qualité

AUTEUR:
John Mastel



Depuis plus de cinquante ans, les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Alberta offrent des possibilités de formation à distance de grande qualité. Ces cours et programmes ont été conçus pour une prestation à distance et les étudiants sont satisfaits de la qualité globale de la formation reçue. Lorsque les établissements postsecondaires de l'Alberta ont dû rapidement modifier leur offre de cours et de programmes en raison de la pandémie de COVID-19, les établissements et professeurs ont eu peu de temps pour adapter leurs cours au format en ligne. Ce changement soudain a mis en lumière de nombreux problèmes qui se révèlent lorsqu'un cours ou un programme n'a pas été conçu pour être offert en mode virtuel ou à distance. Les étudiants de premier cycle de l'Alberta se sont dits préoccupés par la qualité de la formation, par les travaux à réaliser et par les exigences en matière de surveillance, mais également par l'absence de soutien. Le Council of Alberta University Students (CAUS) juge que ces préoccupations peuvent être atténuées grâce à un soutien adéquat des universités de la province, mais également grâce à un financement du gouvernement de l'Alberta.

Lorsque les universités ont abruptement suspendu leurs cours en présentiel, au printemps 2020, il a fallu passer au format en ligne en quelques jours seulement. Les professeurs et départements ont donc tout mis en œuvre pour produire du contenu en ligne et déterminer comment évaluer les étudiantes et les étudiants. Malheureusement, le soutien offert par les établissements ne permettait pas toujours aux professeurs de fournir à leurs étudiantes et étudiants une formation de grande qualité et une rétroaction productive. Pour donner une formation en ligne, il ne suffit pas de mettre en marche une caméra au fond de la classe et d'enregistrer le cours. Les techniques pédagogiques requises pour enseigner efficacement en ligne sont différentes de celles employées pour une formation en personne, notamment en raison du détachement physique entre le professeur et l'étudiante et étudiant. À la maison, les étudiants sont souvent distraits par des membres de la famille, des colocataires ou leurs animaux de compagnie. Même s'il est toujours possible de contourner ce problème en créant autour de soi un environnement propice à l'étude, il importe pour les professeurs de s'assurer que le contenu de leurs cours est suffisamment diversifié pour tenir compte des différents styles d'apprentissage de leurs étudiantes et étuidants (et non pas seulement de ceux qui se satisfont du contenu audio). En outre, il est plus difficile de donner une rétroaction pendant le cours et de poser des questions. Dès le début de la pandémie, les établissements auraient dû recevoir un financement leur permettant de répondre aux besoins des étudiantes et des étduiants et de leur offrir une formation en ligne de grande qualité.

En plus des cours en ligne, les travaux et examens doivent également être réévalués par le prisme de l'éducation à distance. Cela peut se traduire par de plus nombreux petits travaux pour déterminer la mesure dans laquelle les étudiantes et les étudiants retiennent et utilisent l'information et les techniques enseignées par le professeur, qui peut alors utiliser les résultats de ces travaux pour ajuster le tir et renforcer certains aspects de sa matière. De plus, l'obligation de recourir à des logiciels de surveillance lors des examens se révèle très problématique. En effet,

les étudiants doivent être assis devant leur ordinateur et s'enregistrer avec une caméra Web et un micro, et peuvent être accusés de tricher s'ils regardent ailleurs trop longtemps, si des gens passent en arrière-plan ou si on les entend parler. Dans certains cas, on a également recours à des technologies de reconnaissance faciale. Certaines préoccupations ont d'ailleurs été soulevées à l'égard de ces technologies, puisqu'elles ne permettent pas toujours de bien identifier les visages d'étudiantes et étudiants ayant la peau plus foncée, ce qui donne lieu à des taux d'inconduite académique disproportionnellement élevés chez les étudiants racialisés.[44] Tous les étudiants jugent cette situation très problématique et ont tenté de dissuader les établissements de recourir à ce type de logiciels. Les examens ne sont qu'une des nombreuses façons d'évaluer l'acquisition des connaissances et des compétences chez les étudiantes et les étudiants. Comme la vaste majorité des cours actuels n'ont pas été conçus pour être donnés en ligne, les professeurs ont eu la tâche difficile d'adapter le contenu et les méthodes d'évaluation, souvent sans le soutien dont ils auraient eu besoin de leur établissement.

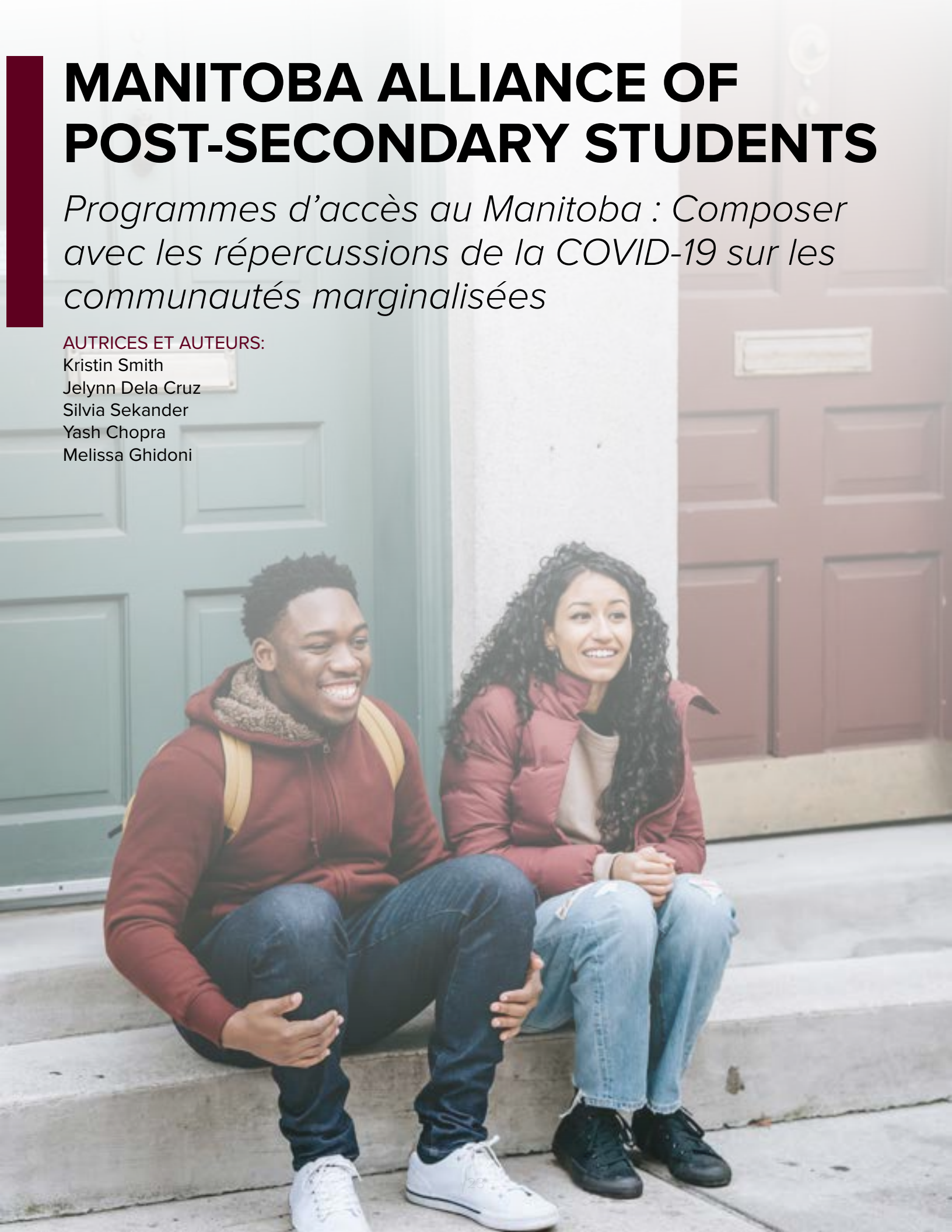
De nombreux étudiants se disent de plus en plus stressés par les cours en ligne et par la pandémie en général. Comme l'économie était presque entièrement sur pause juste avant l'été 2020, de nombreux étudiants de niveau postsecondaire n'ont pas réussi à se trouver un emploi pour financer leurs études. Le gouvernement du Canada a bien offert un soutien au revenu aux Canadiens, mais en raison de certaines exigences du programme, de nombreux étudiants ne pouvaient pas obtenir d'aide s'ils n'avaient pas travaillé pendant l'année universitaire. En outre, la distanciation sociale a eu pour effet de séparer les cercles d'amis et de réduire considérablement le soutien émotionnel que ces groupes procurent généralement aux étudiantes et étudiants. Si un étudiant éprouve des difficultés dans un cours, il est beaucoup plus difficile de recourir à ses amis ou à ses camarades de classe pour obtenir de l'aide. L'éducation à distance crée chez certains un sentiment de détachement et d'anonymat, ce qui contribue à cet éloignement entre collègues. Même si certains étudiants habitent chez leurs parents, les membres de la famille ne sont pas toujours en mesure de comprendre ce qu'ils vivent – du moins, pas comme le comprendrait un collègue ou un ami vivant la même situation. Dans certains campus de l'Alberta, on observe une diminution du recours aux services de santé mentale et la CAUS attribue cette situation au fait que les étudiantes et les étudiants ne connaissent pas l'existence de ces services ou ne savent pas comment y accéder à distance. Les établissements d'enseignement postsecondaire devraient revoir leurs approches de sensibilisation auprès des étudiantes et des étudiants et mieux faire connaître leurs services pour veiller à ce que les étudiantes et les étudiants en soient bien informés.

Le transfert soudain vers l'éducation à distance a mis en lumière de nombreux problèmes qui touchent les étudiantes et les étudiants de premier cycle en Alberta. Les cours doivent être adaptés à une prestation en ligne et ne peuvent pas tout simplement être une reproduction virtuelle du cours en classe. Les professeurs qui élaborent des cours en ligne et qui doivent transformer leurs cours afin de les offrir en mode virtuel ont besoin d'aide et de financement pour s'assurer de produire un contenu de qualité. Les logiciels de surveillance se sont révélés très problématiques dans leur forme actuelle, les étudiants étant trop souvent accusés de tricher dès qu'ils regardent ailleurs, ou lorsque leur téléphone sonne, ou encore pour avoir la peau trop foncée. Les établissements d'enseignement postsecondaire doivent également tenir compte des incidences de ces changements soudains, comme c'est le cas de cette pandémie, sur la santé mentale des étudiantes et des étudiants et s'efforcer d'adapter leurs services en conséquence. Cependant, pour les années à venir, la COVID-19 aura provoqué une occasion de revoir la prestation du contenu en ligne ou de trouver des façons de l'améliorer. La mise en œuvre de pratiques novatrices dans le domaine de l'éducation à distance a le potentiel d'améliorer grandement l'accessibilité et l'abordabilité des études postsecondaires en Alberta.

MANITOBA ALLIANCE OF POST-SECONDARY STUDENTS

Programmes d'accès au Manitoba : Composer avec les répercussions de la COVID-19 sur les communautés marginalisées

AUTRICES ET AUTEURS:
Kristin Smith
Jelynn Dela Cruz
Silvia Sekander
Yash Chopra
Melissa Ghidoni



INTRODUCTION

La pandémie de COVID-19 nous a cruellement montré à quel point la santé est étroitement liée au revenu et à d'autres déterminants socioéconomiques, les membres des communautés marginalisées ayant été beaucoup plus éprouvés par la maladie. On peut faire le même constat pour les études postsecondaires. Pendant la pandémie, on a observé une diminution du nombre d'inscriptions de personnes issues de familles défavorisées, qui continuent de voir leurs revenus s'éroder. Cette nouvelle tendance pourrait bien retarder de plusieurs décennies les efforts déployés pour réduire les inégalités.

Cet état de fait risque de freiner les progrès obtenus graduellement pour éliminer la pauvreté chez les enfants : rappelons que c'est au Manitoba que ce taux est le plus élevé au Canada.[45] Ces inégalités exacerbées dans la foulée de la pandémie alourdissent également les difficultés vécues par les apprenants autochtones, dont bon nombre sont les premiers de leur famille à poursuivre des études postsecondaires en raison de la pauvreté, de traumatismes intergénérationnels et des déplacements géographiques.

La nécessité de réduire l'écart, à l'échelle pancanadienne, entre les apprenants autochtones et non autochtones en contexte postsecondaire est particulièrement criante au Manitoba, où les Autochtones forment le groupe démographique dont la croissance est la plus rapide et représentent le cinquième de la population – la plus grande proportion au Canada.[46] Cette situation a été soulignée dans de nombreuses publications au fil des ans, notamment dans la nouvelle stratégie relative aux compétences, au talent et aux connaissances du gouvernement du Manitoba, publiée en février 2021.[47] De la même façon, le rapport Horizon Manitoba 2020, fruit d'une collaboration entre la chambre de commerce du Manitoba et les établissements d'enseignement postsecondaire de la province, porte sur la façon de mieux harmoniser l'éducation aux besoins de l'économie et du marché du travail. [48]

Dans cet esprit, la MAPSS a fait de l'amélioration des mesures d'aide aux étudiantes et étudiants autochtones et autres apprenants désavantagés une priorité lors de ses réunions avec le gouvernement et les partis d'opposition. Tout a commencé lors de la semaine d'action de la MAPSS d'octobre 2020, où les leaders étudiants ont défendu la bonification des programmes d'accès du Manitoba.

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES POUR CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Créés au début des années 1970, les programmes d'accès du Manitoba aident les Autochtones, les résidents du Nord et à faible revenu de la province à accéder aux études postsecondaires grâce à un train de mesures sociales, financières et académiques personnalisées. Ces mesures sont une réponse holistique aux défis uniques des apprenantes et des apprenants de ces communautés.

Les programmes d'accès aident les étudiantes et les étudiants à trouver des services de garde et un logement, en plus de proposer des cours en plus petits groupes, un counselling en développement personnel, un soutien à la littératie financière, des rencontres avec des gardiens du savoir autochtones, et bien plus. Ils sont actuellement offerts à l'Université de Winnipeg, au collège Red River et au Collège universitaire du Nord, et couvrent des programmes variés, allant des soins infirmiers au commerce, en passant par l'éducation, la médecine dentaire, la pharmacie et les techniques manufacturières de pointe.

Près de 80 % des participants aux programmes d'accès sont Autochtones. Les anciens participants ont souligné à quel point l'aide fournie par le truchement de ces programmes a été déterminante pour les aider à réussir la transition de l'école secondaire aux études postsecondaires – surtout lorsqu'ils devaient surmonter le choc de quitter leur petite communauté autochtone pour venir étudier à Winnipeg, le plus grand centre urbain de la province, avec ses plus de 750 000 habitants.[49]

FIGURE 1: PROBABILITÉ DE POURSUIVRE DES ÉTUDES EN FONCTION DU NIVEAU D'ÉDUCATION DES PARENTS, MOYENNE POUR L'OCDE

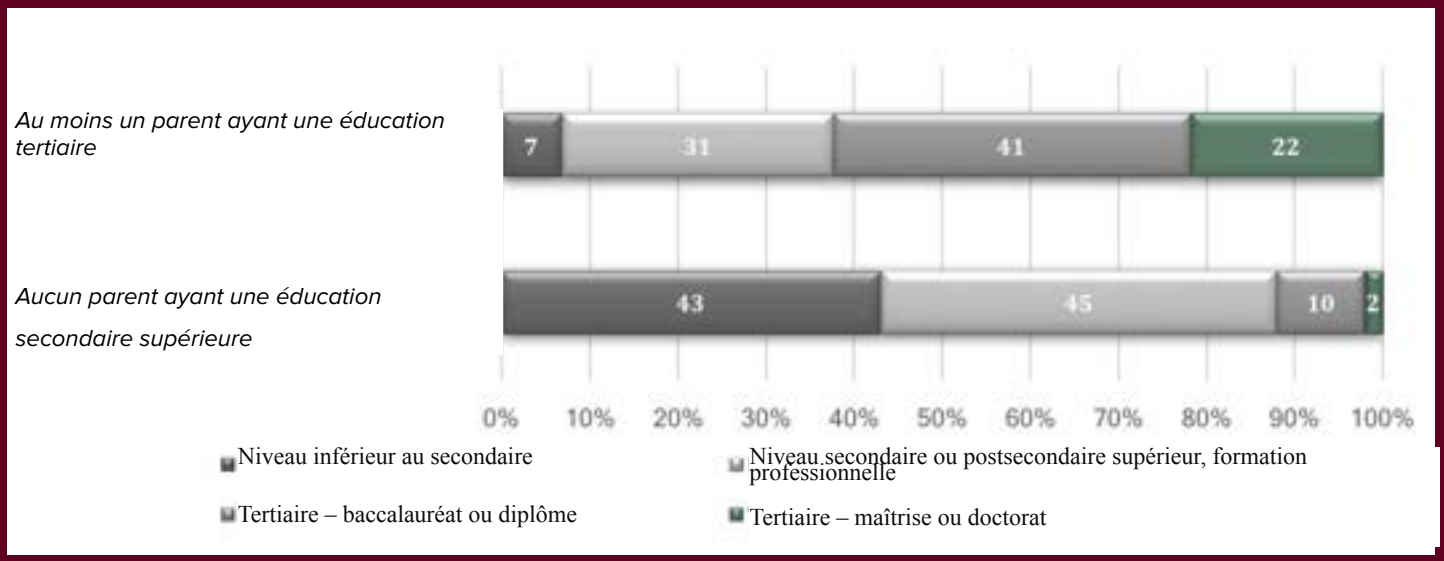


Figure 1: Le niveau d'éducation des parents a une incidence importante sur les perspectives éducatives des enfants, ce qui en fait un facteur clé pour réduire les inégalités et briser le cycle de la pauvreté chez les enfants.

Cependant, en 2018-2019, le financement des programmes d'accès a été réduit par le gouvernement progressiste-conservateur de la province, et l'argent ainsi récupéré a plutôt été investi dans le programme général de bourses du Manitoba. Une somme additionnelle de 1,6 million de dollars en bourses consenties à des centaines d'étudiantes et d'étudiants pour les aider à composer avec la hausse du coût de la vie a également été retranchée. Depuis, le financement global du programme stagne et les bourses n'ont jamais été réinstaurées.

La MAPSS a soulevé ce problème lors de réunions avec plusieurs ministres, demandant à la province de réinstaurer les bourses et de bonifier les programmes d'accès de 50 %, en vue de créer des places pour des centaines de nouveaux participants. La MAPSS recommandait également d'intensifier le travail de sensibilisation dans les écoles secondaires autochtones, afin de mieux faire connaître les programmes et d'aider les étudiantes et les étudiants autochtones à s'y retrouver dans un processus pouvant se révéler complexe. Ces initiatives seraient bénéfiques pour l'ensemble de la province; après tout, les inégalités menacent non seulement le bien-être des citoyens et des communautés, mais elles freinent également l'essor économique de la province.

Actuellement, au Manitoba, le taux de chômage des Autochtones, dans toutes les catégories d'âge, est de deux à trois fois plus élevé que celui des non-Autochtones. Cet écart est particulièrement frappant chez les hommes – 17 % des hommes autochtones contre 6 % des hommes non autochtones.[50] Le resserrement de l'écart sur le plan de l'accès aux études postsecondaires, afin que le taux d'emploi des Autochtones soit équivalent à celui de l'ensemble de la province, se traduirait par une hausse des gains d'emploi

annuels de 957 millions de dollars en moyenne pour plus de 22 500 nouveaux employés autochtones, et par une hausse annuelle de 2,8 milliards de dollars du PIB de la province grâce à une productivité accrue.[51]

Mais surtout, le fait d'offrir aux apprenants autochtones un accès libre de tout obstacle aux études supérieures constitue une étape cruciale de notre réconciliation avec les communautés autochtones. Le 18 décembre 2015, six universités et trois collèges du Manitoba et l'Association des commissions scolaires du Manitoba ont signé le Manitoba Collaborative Indigenous Education Blueprint afin d'améliorer l'accès à l'éducation pour tous les apprenantes et les apprenants autochtones, tant au moment de leur inscription que pendant toute la durée de leurs études[52] - un objectif auquel répondent particulièrement bien les programmes d'accès.

Les programmes d'accès présentent également l'avantage de contribuer naturellement au développement social des communautés d'où proviennent les étudiantes et les étudiants. Depuis 1985, 716 étudiants des quartiers centraux ont obtenu leur diplôme en travail social grâce aux programmes d'accès et sont maintenant à l'emploi de la province, des municipalités et des communautés afin d'offrir des services sociaux et de santé.[53]

Alors que de nombreux rapports confirment que les problèmes de violence conjugale, de toxicomanie et de santé mentale ont été exacerbés par la pandémie, une nouvelle génération de travailleurs sociaux et d'agents de santé communautaires sera nécessaire pour tenter de redresser les torts causés par les pertes d'emploi, l'isolement et l'incertitude généralisée – surtout au sein des communautés marginalisées, qui composent avec de nombreuses autres difficultés.

CONCLUSION

Les diplômés des programmes d'accès nous rappellent qu'un programme d'aide sociale relativement peu coûteux peut générer un rendement considérable et aider les gens qui vivent en marge de la société à devenir des membres actifs sur le marché du travail, fiers de servir leur communauté.

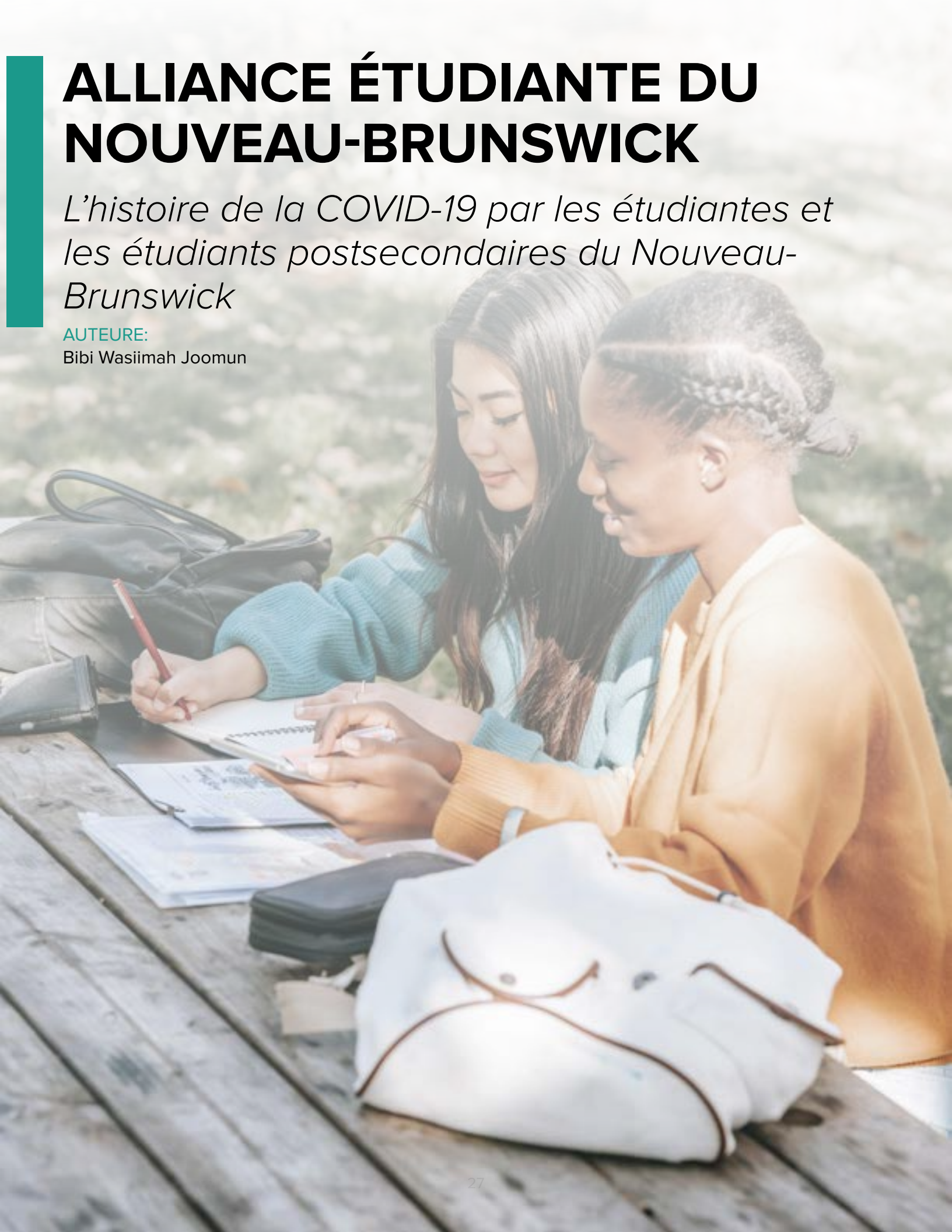
Il n'y a sans doute pas de meilleur exemple du pouvoir des programmes d'accès que l'actuel chef de l'opposition au Manitoba, Wab Kinew, qui affirme qu'il ne serait pas là aujourd'hui si sa mère, Kathi Avery, aujourd'hui médecin, n'avait pas obtenu une place dans le cadre de ce programme lorsqu'elle était plus jeune.

À la lumière de toutes les perturbations causées par la pandémie, les risques de revenir au statu quo et de rester inactif devant les inégalités nous apparaissent évidents. Alors que les gouvernements essaient de reconstruire le pays, « en mieux », il importe de ne laisser personne pour compte. Pour les apprenants autochtones et défavorisés du Manitoba, et de partout au Canada, les programmes d'accès constituent un modèle qui a fait ses preuves pour améliorer l'accès aux études postsecondaires et favoriser la réconciliation avec les Autochtones – ce qui ne peut qu'être bénéfique, pour nous tous.

ALLIANCE ÉTUDIANTE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

L'histoire de la COVID-19 par les étudiantes et les étudiants postsecondaires du Nouveau-Brunswick

AUTEURE:
Bibi Wasiimah Joomun



LETTRE DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT

Cette année a été sans précédent dans l'histoire de notre province et un très grand nombre d'entre nous ont été touchés par la pandémie, incluant des milliers d'étudiantes et étudiants au Nouveau-Brunswick. En investissant dans les étudiantes et les étudiants, nous investissons dans l'avenir de notre province et dans les idées et solutions qui aideront à reconstruire la province et à la préparer à ce que l'avenir lui réserve. Ce document décrit certains des besoins et défis actuels de nos étudiantes et étudiants, ainsi que la façon dont le soutien de notre gouvernement pourrait avoir des effets durables sur l'avenir de la province.

Les étudiantes et les étudiants et nos établissements d'enseignement postsecondaire s'adaptent actuellement à de nouvelles façons d'enseigner, d'apprendre, de poursuivre leurs recherches et de travailler. Cette période bien particulière amène son lot de défis et de nombreux étudiants se sentent isolés. Nous avons entendu un grand nombre d'entre eux nous dire qu'ils ne souhaitent pas retourner à l'université ou qu'ils retournent chez leurs parents pour tenter d'y trouver d'autres possibilités plus intéressantes.

Afin de mieux soutenir l'avenir du Nouveau-Brunswick et de permettre à une cohorte de jeunes adultes éduqués, qualifiés et diversifiés d'optimiser leur formation et de mettre leurs talents à profit dans la province, nous vous demandons d'étudier attentivement les recommandations mises de l'avant par l'Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick (AENB) en consultation avec nos étudiantes et étudiants. Il sera impératif de relever ces défis pour améliorer l'expérience de l'éducation postsecondaire au Nouveau-Brunswick.

Patrick Hickey
Président du conseil étudiant de l'Université du Nouveau-Brunwick
Président de l'Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick

Sarah Kohut
Présidente de l'association étudiante de l'Université St. Thomas
Vice-présidente de l'Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick

INTRODUCTION

Le 13 mars 2020, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a fermé la province après la découverte d'un cas de COVID-19 afin de contrôler et d'éviter la propagation du virus. On a demandé aux établissements d'enseignement postsecondaire de fermer leurs portes immédiatement. Les étudiantes et les étudiants ont alors décidé de retourner à la maison, ce qui pour certains signifiait un déménagement dans une autre partie de la province ou du pays, ou de rester en place en raison des restrictions découlant de cette fermeture, n'ayant pas suffisamment d'argent pour retourner chez eux ou hésitant à retourner dans un pays où la propagation de la COVID-19 était pire qu'au Nouveau-Brunswick.

Nous pensions n'en avoir que pour quelques mois d'apprentissage à distance, mais la situation est maintenant notre « nouvelle normalité ». L'apprentissage à distance est devenu la méthode de prestation de la plupart des cours pendant l'année universitaire 2020-2021 dans la grande majorité, voire la totalité, des établissements d'enseignement postsecondaire de la province. L'accès à une éducation de grande qualité et à une aide financière a pris une plus grande importance qu'avant la crise de la COVID-19, et l'Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick (AENB) demande à notre gouvernement et à nos établissements membres d'éliminer les obstacles auxquels ont été confrontés les étudiantes et les étudiants de niveau postsecondaire pendant cette pandémie..

ÉDUCATION ACCESSIBLE

Lorsque les cours universitaires se sont déplacés sur Internet, on a supposé que tous les étudiantes et les étudiants de niveau postsecondaire avaient accès à un ordinateur, à une connexion Internet stable et à d'autres appareils nécessaires pour étudier à partir de la maison. Cependant, en 2020, 44 % des Canadiens ont dû investir davantage dans les technologies en ligne parce qu'ils travaillaient de la maison.[54] Selon un sondage de l'AENB réalisé en août 2020, 63 % des étudiants postsecondaires inscrits à temps plein dans un établissement d'enseignement du Nouveau-Brunswick ont éprouvé des problèmes avec leur connexion Internet ou avec d'autres dispositifs technologiques pendant la session de l'automne 2020. L'apprentissage en ligne, qui devait favoriser l'accessibilité de l'éducation pour tous les étudiants, s'est révélé un autre obstacle nuisant à la poursuite d'études postsecondaires au Nouveau-Brunswick.

Tel que mentionné par le ministre des Affaires intergouvernementales fédéral, Dominic Leblanc, « maintenant plus que jamais – et la COVID-19 nous a certainement ouvert les yeux à ce sujet – les résidents des régions rurales ont besoin d'un service Internet haute vitesse pour accéder aux ressources éducatives… ».[55] En novembre 2020, un projet conjoint des gouvernements fédéral et provincial a été annoncé visant à offrir Internet haute vitesse à 73 000 foyers du Nouveau-Brunswick.[56] Même si l'AENB applaudit le plan du gouvernement pour instaurer un meilleur service Internet dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick au cours des quatre prochaines années, il importe également de prendre des mesures dès maintenant. Nos étudiantes et étudiants paient le même prix pour suivre leurs cours en temps de pandémie, et dans certains cas, ils n'ont pas été en mesure de participer pleinement à leur formation en raison de la piètre qualité de leur service Internet.

Les étudiantes et les étudiants rapportent également ne pas avoir accès aux outils technologiques dont ils auraient besoin, maintenant que les laboratoires informatiques des universités sont fermés. Les étudiantes et les étudiants sont cependant tenus de payer les mêmes droits de scolarité pour obtenir leur diplôme, même s'ils n'obtiennent pas une formation de même calibre lorsqu'ils n'ont pas accès à des outils technologiques fiables et à une connexion Internet stable. La promotion de l'accès aux technologies et à Internet représente un investissement à long terme qui continuera de bénéficier à tous nos étudiantes et étudiants après la COVID.

*L'aide financière aux étudiantes et étudiants rend l'éducation **postsecondaire accessible** à tous, surtout en temps de pandémie.*

En outre, la pandémie a renforcé l'utilité des ressources éducatives libres (REL). Les REL sont des ressources d'apprentissage et d'enseignement gratuites à licence ouverte qui se caractérisent par leur grande souplesse, par leur adaptabilité et par les économies qu'ils permettent de réaliser pour les étudiantes et les étudiants.[57] Un étudiant canadien paie généralement entre 800 $ et 1 000 $ par année en manuels.[58] Même si le fait de ne pas disposer des manuels requis entraîne souvent une pénalité, 54 % des étudiantes et des étudiants de la Colombie-Britannique rapportent ne pas avoir acheté de manuels en raison de leur prix trop élevé; parmi ces étudiantes et étudiants, 30 % ont reconnu que leurs résultats en avaient soufferts.[59] L'AENB, avec Students Nova Scotia et la University of Prince Edward Island Student Union, a collaboré au projet pilote de REL pour l'Atlantique, avec le Conseil des bibliothèques universitaires de l'Atlantique (CAUL-CBUA), qui avait pour but d'aider les professeurs à créer, adapter et adopter les REL. Le programme a été officiellement lancé en février 2021. Maintenant, nous demandons au gouvernement provincial d'investir dans la création de REL hébergées par RELAtlantique, avec des fonds de contrepartie des établissements d'enseignement postsecondaire, pour garantir la viabilité financière du projet post-COVID.

AIDE FINANCIÈRE

L'AENB a depuis longtemps pris position sur le coût réel des études postsecondaires dans la province. Depuis le début des années 2000, nous avons soutenu l'importance d'un financement gouvernemental durable pour garantir des droits de scolarité raisonnables, permettant aux étudiantes et étudiants de supporter le fardeau financier des études postsecondaires. Depuis les deux dernières décennies, notre organisation voit des étudiants émotionnellement et financièrement épuisés, une situation attribuable à l'inaction du gouvernement de la province dans le dossier d'un réseau postsecondaire abordable, prévisible et viable. Le système d'aide financière du Nouveau-Brunswick est imprévisible, essentiellement en raison du climat politique de la province. Nous avons vu passer six gouvernements, basculant des Libéraux aux Progressistes-Conservateurs, et chaque administration a ajouté des programmes ou supprimé ceux qui avaient été mis en place par le gouvernement précédent.

L'aide financière aux étudiantes et étudiants rend l'éducation postsecondaire accessible à tous, surtout en temps de pandémie. Elle offre aux étudiants issus de familles à faible revenu l'occasion d'acquérir les compétences nécessaires pour contribuer à l'essor économique du Nouveau-Brunswick et se préparer un bel avenir, sans avoir à s'inquiéter de la lourdeur de leur dette. L'étudiant postsecondaire moyen au Nouveau-Brunswick termine ses études avec une dette de 40 000 $, soit 36,7 % de plus que la moyenne nationale de 28 000 $. En 2018, 65 % des étudiants étaient inquiets au sujet de leur dette, et en 2017, près de 77 % des Canadiens de moins de 40 ans disaient regretter s'être endettés pour pousuivre des études.[60] Il faut en moyenne sept ans pour rembourser une dette d'études, une situation qui freine l'élan des nouveaux diplômés pendant les premières années formatives leur carrière. Et la pandémie a entraîné d'autres obstacles financiers. Non seulement les étudiants ont perdu leur emploi, mais ils doivent payer les mêmes droits de scolarité, sinon davantage, que ce qu'ils payaient avant la pandémie.

Les étudiants internationaux font également

face à plusieurs obstacles lorsque vient le temps de poursuivre des études postsecondaires au Nouveau-Brunswick, notamment le coût élevé des droits de scolarité pour cette catégorie de clientèle. Comme ces droits ne sont pas réglementés par le gouvernement, mais uniquement établis à la discrétion de chaque université, ils sont souvent beaucoup plus élevés que les droits de scolarité des étudiants nationaux. Pour l'année universitaire 2018-2019, les étudiants internationaux dans les Maritimes ont payé en moyenne 108 % de plus que leurs camarades nationaux.[61] Pour inciter les étudiants internationaux à étudier et à demeurer au Nouveau-Brunswick, il faudrait instaurer un plafond des droits de scolarité qui leur sont facturés, ou les réduire. L'économie de la province se ressentirait grandement de l'absence de ces étudiantes et étudiants. Selon un rapport produit par le Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick, les étudiants internationaux contribuent dans une forte proportion au PIB de la province. En 2018, la valeur de la contribution au PIB des quelque 900 étudiants internationaux au Nouveau-Brunswick s'établissait à 75 811 502 $.[62]

L'AENB défend une éducation postsecondaire accessible à tous. Dans son document d'orientation de cette année, Breaking Barriers to Postsecondary Education, nous avons priorisé les investissements qui bénéficieront aux étudiantes et étudiants pendant la pandémie afin de favoriser une éducation holistique et de préparer la reprise post-COVID. Ces investissements auront une incidence sur la vie de ceux et celles qui s'outillent pour un avenir meilleur et qui croient que le système d'éducation postsecondaire du Nouveau-Brunswick peut les aider à atteindre leurs objectifs. Les étudiantes et les étudiants, d'ici et d'ailleurs, ont désespérément besoin que l'on allège le fardeau financier inhérent à une formation postsecondaire au Nouveau-Brunswick. Cette aide leur permettra d'investir dans notre province, soit en soutenant des entreprises locales, en achetant une maison, en demeurant dans notre province pour poursuivre leur carrière ou en fondant une famille après la crise de la COVID-19.

CONCLUSION

L'Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick croit fermement en la création d'un système d'éducation postsecondaire où tout étudiant qualifié peut obtenir une formation de grande qualité, tout en jouissant d'une qualité de vie exceptionnelle. Dans le contexte de la pandémie, il est impératif de montrer à nos étudiantes et étudiants que nous sommes là pour eux pendant leurs études. Nous devons réfléchir à la façon d'investir dans le système d'éducation postsecondaire de la province de façon à générer des retombées à long terme. L'éducation postsecondaire a été durement éprouvée pendant la pandémie, mais cette dernière nous a également montré la voie pour mieux soutenir nos étudiantes et étudiants, alors que la province amorce sa reprise.

ONTARIO UNDERGRADUATE STUDENT ALLIANCE

Soutenir les étudiants pour qu'ils bénéficient d'une éducation en ligne abordable et de grande qualité

AUTRICE:
Hope Tuff-Berg

En mars 2020, la COVID-19 a bouleversé le monde de l'éducation postsecondaire du jour au lendemain. Les universités de l'Ontario ont dû passer à la formation en ligne sans avoir le temps d'organiser ou de préparer un modèle répondant aux besoins des étudiantes et des étudiants et leur offrant une expérience éducative correspondant à ce qui existait déjà sur les campus. La perte de milliers d'emplois chez les étudiants a entraîné des sentiments d'anxiété et d'incertitude, empêchant ces derniers de se concentrer pleinement sur leurs études et exacerbant les problèmes d'abordabilité posés par l'entrée en vigueur des récents changements au Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiantes de l'Ontario (RAFEO). Même si le gouvernement provincial a agi en instaurant un moratoire de six mois sur le remboursement des prêts et intérêts du RAFEO, cette mesure a pris fin en septembre 2020, malgré le fait que de nombreux étudiants ont encore besoin d'aide. Grâce à des mesures ciblées, le gouvernement de l'Ontario pourrait s'assurer que les étudiantes et les étudiants de la province ont accès à une éducation postsecondaire abordable et de grande qualité, pendant et après la pandémie.

Comme il est fort probable que les modes d'apprentissage virtuels et hybrides demeurent en place à moyen terme, l'accès à Internet haute vitesse devient essentiel pour les étudiantes et les étudiants de l'Ontario.

Au cours de la dernière année, les étudiantes et les étudiants ont exprimé des préoccupations quant à la qualité de l'éducation en ligne et à distance. La OUSA a mené la campagne Quality of Education à l'automne 2020 afin de recueillir les commentaires d'étudiantes et d'étudiants qui avaient suivi des cours en ligne pendant la pandémie. À cet égard, de nombreuses questions ont été soulevées concernant la sécurité des logiciels de surveillance tiers et les pratiques entourant les examens. Par exemple, les étudiantes et les étudiants dont les examens se déroulaient sans accès aux manuels devaient télécharger un logiciel qui permettait de les surveiller par caméra pendant l'examen, de suivre le mouvement de leur souris et d'accéder à des documents et dossiers enregistrés sur leur ordinateur. L'anxiété inhérente aux examens était également exacerbée par les inquiétudes quant à la fiabilité du signal Wi-Fi, à la capacité de trouver un endroit silencieux pour se concentrer et à d'autres exigences imposées par les professeurs.

Pour répondre à ces préoccupations, la OUSA recommande au gouvernement provincial d'étendre la portée des règlements actuels et de mettre en place des lignes directrices pour remédier aux problèmes de confidentialité et de sécurité des logiciels de surveillance et encadrer d'autres outils d'évaluation en ligne qui obligent les étudiantes et les étudiants à fournir un accès aux fonctions de leur ordinateur, ainsi que les processus d'évaluation propre aux établissements. Cela permettrait d'effectuer des évaluations plus uniformes et de grande qualité, et de protéger les données recueillies (accès, stockage, conservation et utilisation des données). En outre, le gouvernement de l'Ontario devrait offrir aux établissements un financement pour couvrir les coûts de la formation et de la dotation visant à instaurer d'autres types d'évaluations qui ne font pas appel à des logiciels de surveillance ou à d'autres outils d'évaluation en ligne.

Comme il est fort probable que les modes d'apprentissage virtuels et hybrides demeurent en place à moyen terme, l'accès à Internet haute vitesse devient essentiel pour les étudiantes et les étudiants de l'Ontario. La OUSA recommande au gouvernement provincial de collaborer avec le gouvernement fédéral afin de veiller à ce que les étudiants, surtout ceux et celles issus de milieux socioéconomiques défavorisés ou de régions rurales ou du Nord, soient priorisés dans le cadre des investissements réalisés par les gouvernements dans l'installation de réseaux à large bande.

Au-delà des problèmes concernant les examens et Internet, les étudiantes et les étudiants ont mentionné que le modèle d'apprentissage

en ligne est beaucoup moins stimulant que la formation en classe. Plus particulièrement, les étudiantes et les étudiants disent avoir une charge de travail plus lourde, composée de petits travaux plus fréquents pour compenser les évaluations en personne, sans parler des cours incomplets et de l'absence de possibilités d'apprentissage concret : tout cela témoigne du manque de préparation des professeurs pour offrir leur cours en mode virtuel. Les étudiantes et les étudiants dénoncent également le manque de soutien de certains professeurs, alors qu'ils doivent s'adapter à de nouvelles méthodes d'apprentissage. La OUSA a également noté, dans le cadre de sa campagne Quality of Education, que certains professeurs se montraient peu compréhensifs lorsque les étudiantes et les étudiants éprouvaient des difficultés techniques ou ne pouvaient pas accéder aux technologies requises.

À partir de maintenant, pour s'assurer que les établissements puissent offrir une formation virtuelle et hybride de grande qualité, la OUSA demande à la province de leur verser un financement de contrepartie pour la prestation des cours en ligne et à distance. En outre, le gouvernement provincial devrait donner au Ontario University Council on Quality Assurance le mandat d'élargir le processus d'assurance de la qualité en établissement afin d'inclure des critères de prestation pour les cours en ligne et une évaluation de l'apprentissage en ligne dans son rapport d'évaluation final.

Comme de nombreux Canadiens, les étudiantes et les étudiants ont mentionné que l'isolement et les difficultés financières ont été deux des obstacles les plus éprouvants à surmonter pendant la pandémie. Le manque d'interactions entre les professeurs, étudiantes et étudiants et collègues a eu des répercussions indéniables sur la santé mentale des étudiantes et des étudiants et le sentiment d'appartenance à leur établissement d'enseignement. En plus d'avoir à payer des logiciels tiers et d'autres outils d'apprentissage en ligne, les étudiantes et les étudiants ont perdu des occasions d'emploi sur lesquelles ils comptent habituellement pour payer le loyer, les frais de scolarité, les manuels et d'autres dépenses liées à leur éducation. En outre, même si la COVID-19 a grandement pertubé les revenus des étudiantes et des étudiants, de leurs conjointes et leurs conjoints et familles, le RAFEO continue de réclamer les contributions attendues. Tout cela augmente l'anxiété financière des étudiantes et des étudiants et les empêche de se concentrer sur leurs études, d'obtenir leur diplôme à temps et de contribuer à la reprise économique de l'Ontario le plus rapidement possible.

Il y a plusieurs mesures que la province peut prendre pour atténuer les difficultés financières éprouvées par les étudiantes et les étudiants lors de leur transition vers l'apprentissage en ligne. La OUSA recommande que le gouvernement empêche les établissements de transférer aux étudiantes et étudiants les coûts associés à la prestation des cours en ligne en imposant des frais additionnels, notamment en obligeant les étudiantes et les étudiants à acquérir des logiciels tiers. La province devrait également élargir l'accès à la Bourse canadienne servant à l'achat

d'équipement et de services pour étudiants ayant une invalidité permanente, et abandonner l'obligation pour les étudiantes et les étudiants d'avoir déjà présenté une demande au RAFEO pour être admissibles. En outre, afin de ne pas laisser pour compte les étudiantes et les étudiants qui ont d'autres obstacles à surmonter pour suivre une formation en ligne, le gouvernement devrait créer une stratégie qui fait la promotion de cette bourse et réduire les délais d'attente.

Le gouvernement provincial a également l'occasion d'aider les étudiantes et les étudiants et les récents diplômés qui ont éprouvé des difficultés financières pendant la pandémie. À la lumière de ces difficultés, la OUSA demande à la province d'éliminer les contributions attendues des étudiantes et des étudiants, de leurs conjointes et leurs conjoints et parents des calculs du RAFEO. La province devrait également remettre en place le moratoire sur les remboursements au RAFEO et l'accumulation des intérêts jusqu'en septembre 2022, pour ensuite introduire une période de grâce permanente de deux ans une fois le diplôme obtenu, ce qui permettrait de s'assurer que les nouveaux diplômés sont en mesure de composer avec leur dette.

Malgré les problèmes inattendus posés par la COVID-19 au cours de la dernière année, les étudiantes et les étudiants ont persévéré et cherché de nouvelles façons de s'épanouir dans un environnement virtuel. Alors que l'Ontario continue de lutter contre le virus, tous les intervenants doivent agir et travailler de concert pour veiller à ce que tous les étudiants puissent accéder à une éducation postsecondaire en ligne de grande qualité. Nous sommes convaincus qu'en répondant aux inquiétudes des étudiantes et des étudiants sur l'aide financière et la qualité de l'éducation, nous offrirons une expérience d'apprentissage plus pertinente, accessible et utile à tous les étudiants de la province. Nous exhortons le gouvernement provincial à poursuivre son travail avec les étudiantes et les étudiants sur ces dossiers alors que nous nous remettons tranquillement des répercussions de la COVID-19 sur la province.

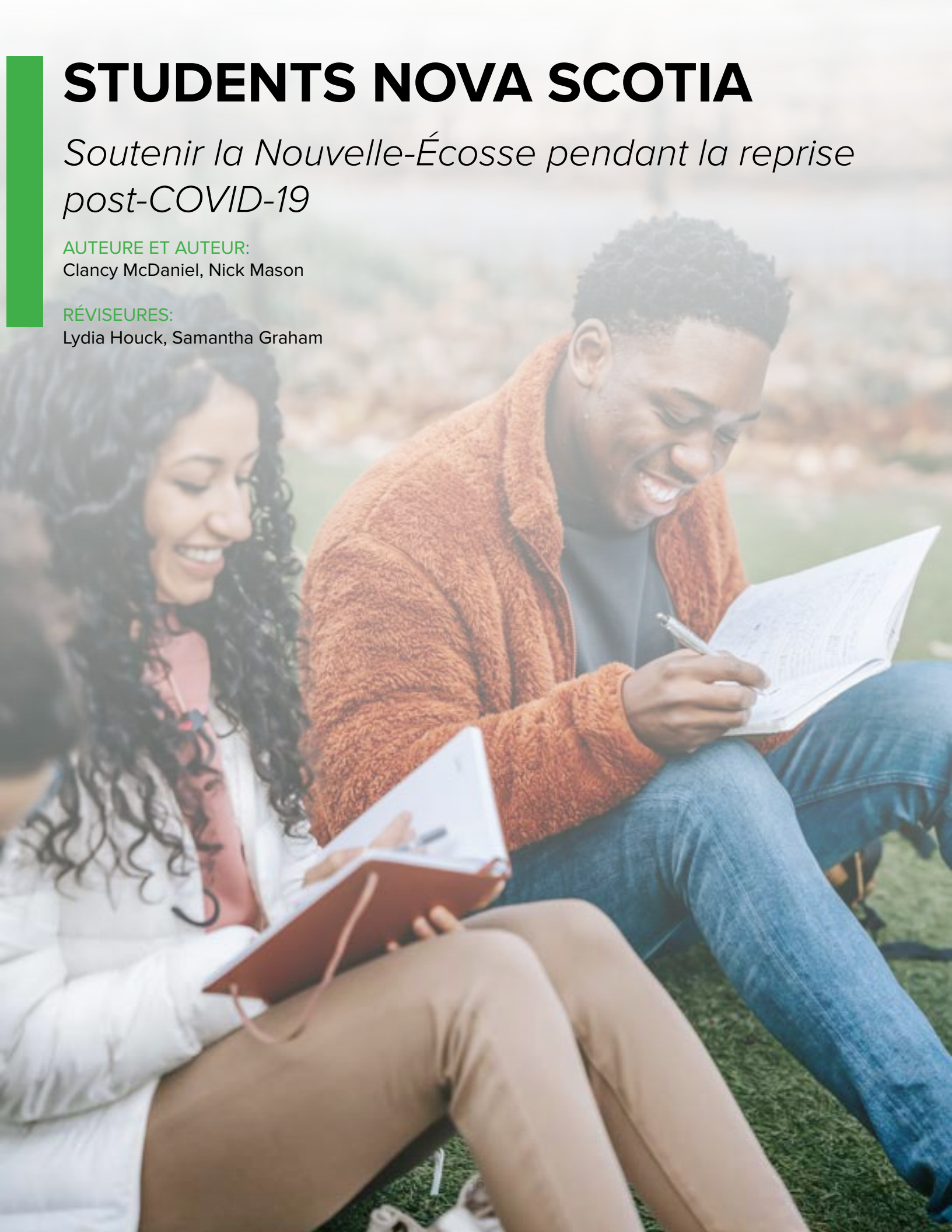
Répondant aux inquiétudes des étudiantes et des étudiants sur l'aide financière et la qualité de l'éducation, nous offrirons une expérience d'apprentissage plus pertinente, accessible et utile à tous les étudiants de la province.

STUDENTS NOVA SCOTIA

Soutenir la Nouvelle-Écosse pendant la reprise post-COVID-19

AUTEURE ET AUTEUR:
Clancy McDaniel, Nick Mason

RÉVISEURES:
Lydia Houck, Samantha Graham



INTRODUCTION : CONTEXTUALISER LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES AVANT ET PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

Le discours sur la reprise économique et la COVID-19 porte essentiellement sur la façon dont la pandémie a exacerbé certaines inégalités existantes, et le secteur des études postsecondaires ne fait pas exception. Même avant la pandémie, la Nouvelle-Écosse était la seule province des Maritimes à faire face à un déclin constant des inscriptions dans les établissements postsecondaires. En effet, en 2018-2019,[63] seulement 20,3 % de résidents de la province en âge de fréquenter l'université étaient inscrits dans un établissement postsecondaire, soit un sur cinq.

Dans notre province, les communautés autochtones sont celles dont la croissance est la plus rapide, et 43 % des Néo-Écossais habitent en région rurale.[64] L'écart de participation entre les jeunes autochtones et non autochtones au Canada est de 24,3 %.[65] L'écart de participation aux EPS entre les jeunes de première génération et les autres est de 19,8 %, et l'écart entre les jeunes des régions rurales et urbaines est de 10%.[66]

La situation financière continue de jouer un rôle prépondérant dans la réussite scolaire. La Nouvelle-Écosse accuse le taux le plus élevé de pauvreté chez les enfants de toutes les provinces atlantiques, avec une moyenne de 1 sur 4.[67] C'est également en Nouvelle-Écosse que l'on observe le deuxième plus faible revenu médian au pays pour le groupe d'âge des 24 à 54 ans.[68] En outre, 17 % des étudiantes et des étudiants qui demandent une aide financière en Nouvelle-Écosse ne parviennent pas à financer tous leurs besoins (ce qui signifie que l'aide maximale reçue ne couvre pas la totalité des besoins calculés).[69] Ce chiffre ne reflète pas les quatre-cinquièmes des Néo-Écossais en âge de fréquenter l'université qui ne sont pas inscrits, sans doute en raison des facteurs énoncés ci-dessus.

Dans le contexte de la COVID-19, les étudiantes et les étudiants des régions rurales – qui sont déjà moins susceptibles de fréquenter l'université – ont été obligés de déménager et d'assumer les frais liés à une mauvaise connexion Internet. Les étudiantes et les étudiants n'ont pas réussi à décrocher d'emplois stables pour l'été, ce qui a limité leur participation au marché du travail ou leur capacité de subvenir à leurs besoins financiers. Les étudiantes et les étudiants dont les besoins ne sont pas satisfaits continuent de recevoir une aide financière provinciale qui n'a pas été révisée depuis quatre ans, et ce, malgré le taux de pauvreté de la province et la stagnation des salaires.

Les établissements de la Nouvelle-Écosse ont également été confrontés à des défis uniques en lien avec la COVID-19, puisque de nombreux campus ont adopté un mode de prestation hybride ou entièrement en présentiel. Chez Students Nova Scotia, cette situation a immédiatement entraîné des préoccupations sur les plans de la sécurité et de l'équité. Les étudiants seraient-ils testés pour la COVID-19? Et qu'en est-il des étudiants internationaux qui n'ont pas accès à des soins de santé? Les étudiants qui sont immunosupprimés bénéficieront-ils de mesures d'accommodement?

Nous savons également que les répercussions de la COVID-19 sur l'économie ne se limiteront pas aux douze derniers mois. Une main-d'œuvre qualifiée – que nous pourrons retenir une fois diplômée – sera essentielle à notre reprise économique.

L'éducation postsecondaire est un facteur de croissance du capital social et financier, ce qui apparaît évident dans les statistiques de la province. Avant la COVID-19, le taux de chômage des détenteurs d'un diplôme d'études secondaires en Nouvelle-Écosse était de 8,8 %, par rapport à 5,8 % pour ceux qui détiennent un diplôme d'études collégiales, et de 4,0 % pour ceux qui détiennent un baccalauréat.[70] En Nouvelle-Écosse, l'avantage de détenir un baccalauréat sur le plan de la rémunération est également important, entraînant une augmentation des gains de 50,7 % pour les hommes, et de 70 % pour les femmes.

Par conséquent, la majeure partie du travail de mobilisation de Students Nova Scotia en 2020-2021 portait sur deux dossiers : un soutien directement relié à la COVID-19 et la participation future des étudiantes et des étudiants et nouveaux diplômés à la reprise économique post-pandémie de la Nouvelle-Écosse.

SOUTIEN DIRECTEMENT RELIÉ À LA COVID-19

Lorsque plusieurs universités de la Nouvelle-Écosse ont annoncé leur intention d'offrir les cours en présentiel, Students Nova Scotia s'est mobilisée pour veiller à ce que tous les étudiants aient accès à des tests de COVID-19 et à des endroits abordables et sécuritaires pour se soumettre à la quarantaine obligatoire dans la province. Comme la province accueille des milliers d'étudiantes et d'étudiants de l'extérieur de la province chaque année, notre organisation craignait que les établissements placent leurs profits avant la sécurité des étudiantes et des étudiants. Sans protocole de test rigoureux, une éclosion de COVID-19 pourrait non seulement décimer nos petits campus résidentiels, mais également les communautés de personnes âgées qui en font partie.

StudentsNS a rencontré le médecin hygiéniste en chef, Dr Robert Strang, pour proposer des solutions, notamment des tests obligatoires et gratuits de COVID-19 pour tous les étudiants hors de la bulle Atlantique. Le Dr Strang et l'ancien premier ministre, Stephen McNeil, ont annoncé cette politique en août 2020 : 9 000 tests ont été administrés sur les campus avec l'aide des centaines de bénévoles, souvent des étudiantes et des étudiants, brisant ainsi l'idée selon laquelle les jeunes se préoccupent peu des questions de santé et de sécurité communautaire.[71]

La même conversation a eu lieu en novembre 2020, en prévision du retour des étudiantes et des étudiants après le congé des Fêtes. Students Nova Scotia soutenait, encore une fois, qu'il fallait instaurer une stratégie de tests axée sur les étudiants pour protéger ces derniers et les membres de la communauté. Cette idée était partagée par tous les partis politiques et un protocole a été mis en place pour encourager les étudiantes et les étudiants à se faire tester dans le cadre de leur quarantaine.

Lorsque les cours ont commencé, d'autres inégalités sont apparues, notamment concernant l'accès à Internet haute vitesse. Malgré les récentes annonces des gouvernements fédéral et provincial pour améliorer l'accès à Internet en

région rurale, ces améliorations ne verront le jour qu'en 2023, selon des estimations conservatrices. Pendant ce temps, les étudiantes et les étudiants qui suivent leurs cours en ligne doivent payer pour des mises à niveau technologiques coûteuses, faire le trajet vers des régions plus centrales pour suivre leurs cours ou réaliser leurs travaux, ou carrément déménager. Halifax – là où se trouvent 5 des 10 universités de la Nouvelle-Écosse – fait face à une grave pénurie de logements, avec un taux d'inoccupation de moins de 1 %. Les étudiants qui devaient déménager parce qu'ils ne pouvaient pas suivre leurs cours à distance doivent maintenant payer un loyer de 1 300 $ par mois pour un appartement d'une chambre.[72]

Students Nova Scotia a porté ces préoccupations à l'attention du gouvernement de la Nouvelle-Écosse en novembre 2020, ce qui a mené à la création de la subvention de soutien en raison de la COVID-19. Cette subvention, versée à tous les détenteurs d'un prêt d'études en Nouvelle-Écosse, prévoit la somme de 750 $ pour couvrir la hausse des coûts pour les étudiantes et les étudiants.[73] Students Nova Scotia accueille favorablement ce geste et espère voir davantage d'investissements à long terme dans l'aide financière aux étudiantes et étudiants dans le prochain budget provincial.

VERS L'AVENIR : LES ÉTUDIANTES ET LES ÉTUDIANTS ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les études postsecondaires ont toujours eu des effets positifs sur les individus et sur l'économie, surtout dans une province comme la Nouvelle-Écosse. Notre province bénéficie également de l'attraction et de la rétention des jeunes, un groupe démographique qui émigre généralement en grands nombres, ce qui a une incidence sur notre croissance économique. Ces réalités demeureront les mêmes après la COVID-19, alors que bon nombre d'entre eux devront suivre une formation ou se recycler pour répondre aux demandes d'un marché post-pandémie.

Students Nova Scotia a toujours défendu les investissements dans l'apprentissage intégré au travail (AIT). L'AIT permet non seulement d'offrir une expérience concrète et pratique, mais elle crée un lien entre les employeurs locaux et les diplômées et les diplômés, ce qui contribue à les retenir dans la province. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse finance plusieurs initiatives pour soutenir cette croissance, notamment Co-operative Education Incentive (mesures incitatives à l'éducation coopérative) (CEI), Graduate to Opportunity (GTO) et Innovate to Opportunity (ITO). Il faudra continuer d'investir dans ces programmes pour veiller à ce que l'intégration au marché du travail soit directe et intentionnelle.

Notre organisation a également demandé au gouvernement provincial d'aider ceux qui en ont besoin en augmentant le prêt hebdomadaire maximal et le montant des bourses pour répondre à des besoins non comblés. Il n'y a pas eu de réel investissement dans l'aide aux étudiants depuis 2017, malgré la hausse de l'indice des prix à la consommation et l'augmentation des frais de scolarité de près de 9 %.[74] Alors que les étudiants demeurent confrontés à un taux de chômage élevé, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse doit mobiliser ses ressources pour que les personnes qui revendiquent l'égalité ne soient pas abandonnées dans la transition vers une économie post-pandémie, simplement parce qu'elles n'avaient pas les moyens de suivre des études ou d'y retourner.

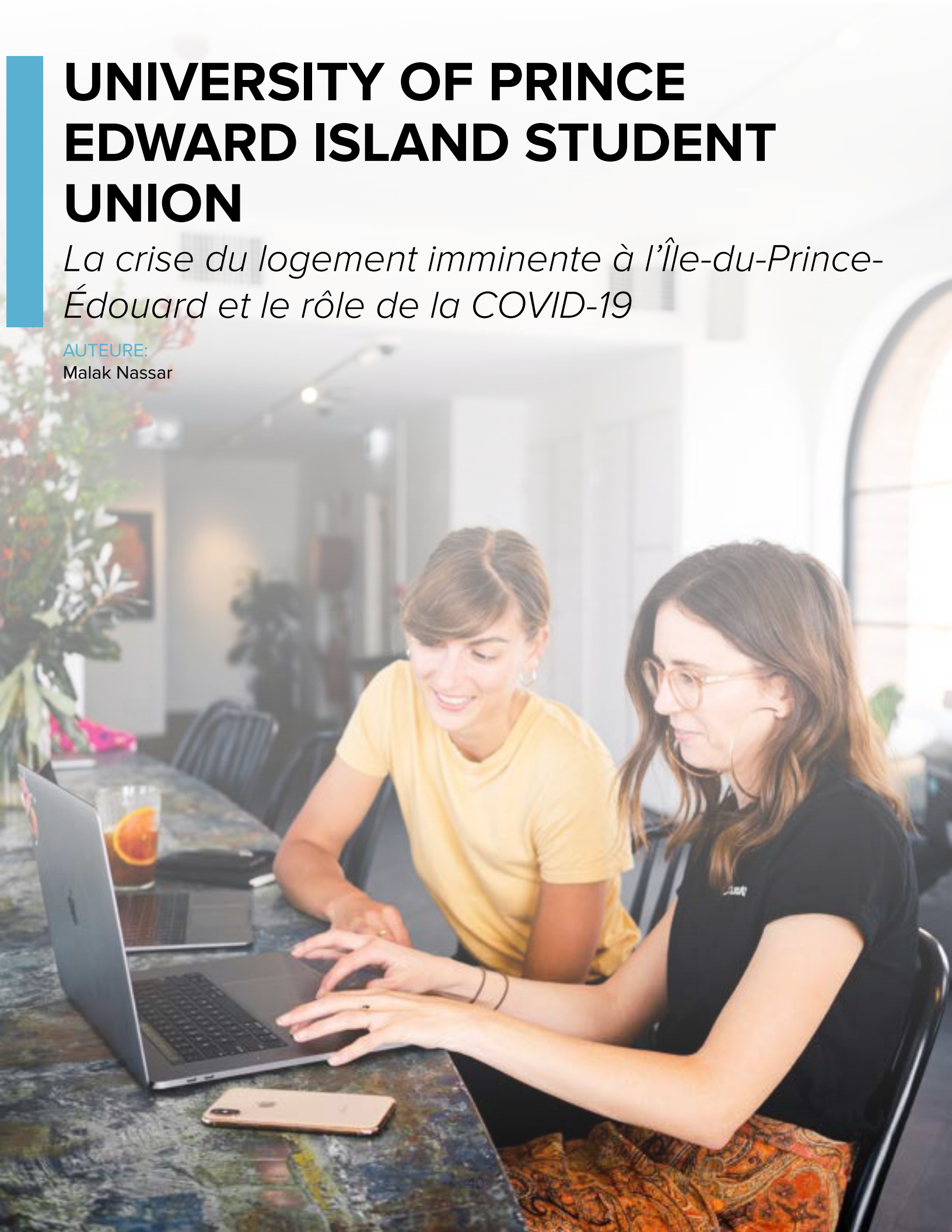
CONCLUSION

Comme la plupart des provinces, la Nouvelle-Écosse a dû répondre aux besoins immédiats de sa population tout en planifiant sa stabilité post-pandémie. Les étudiantes et les étudiants ont la capacité de contribuer sur ces deux plans. Investir pour aider les étudiantes et les étudiants à acquérir des titres et compétences leur permet non seulement d'augmenter leur chance de gagner un revenu stable, mais aide également la province à stabiliser son économie.

UNIVERSITY OF PRINCE EDWARD ISLAND STUDENT UNION

La crise du logement imminente à l'Île-du-Prince-Édouard et le rôle de la COVID-19

AUTEURE:
Malak Nassar



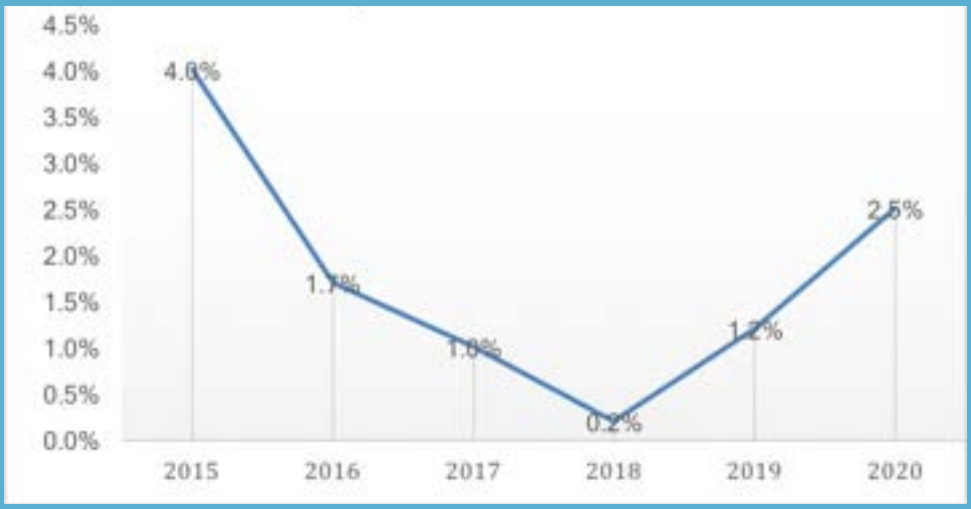
L'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) compte l'une des populations dont la croissance est la plus rapide au Canada; cependant, l'offre de logements ne reflète pas cette croissance, ce qui risque d'engendrer à court terme une crise du logement.[75] Cette situation préoccupe beaucoup les résidents de Charlottetown, mais surtout le groupe démographique qui croît le plus vite : les étudiantes et les étudiants. La COVID-19 a transformé la crise du logement à l'Î.-P.-É en modifiant l'offre et la demande, et les solutions sont encore loin d'être à nos portes.

Avant la COVID-19, les locations à court terme ont contribué à la crise du logement en répondant à la demande de l'industrie touristique, ce qui a érodé le marché du logement.[76] Les taux d'inoccupation à Charlottetown pendant cette période ont atteint un seuil record, soit 0,2 % en 2018.[77] Cependant, lorsque la COVID-19 a frappé l'industrie touristique, les propriétaires d'unités de location à court terme se sont tournés vers les locataires à plus long terme et les étudiantes et les étudiants. Ce revirement n'a apporté qu'une légère amélioration : en 2020, le taux d'inoccupation à Charlottetown a remonté à 2,5 %.[78] Cependant, ce chiffre n'est pas une représentation exacte de la nature du logement à Charlottetown, qui est influencée par plusieurs autres facteurs, incluant la transition vers un mode d'apprentissage hybride chez les étudiantes et les étudiants, adopté dans le contexte de la pandémie.

En 2018, 4 286 étudiantes et étudiants à temps plein fréquentaient l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (UIPE). Parmi ces derniers, 25,9 % étaient des étudiants internationaux, 20,6 % étaient des étudiants canadiens provenant de l'extérieur de la province et 53,4 % étaient des étudiants de l'Î.-P.-É.[79] Cela signifie qu'il y avait au moins 880 étudiants canadiens de l'extérieur de la province et 1 000 étudiants internationaux cherchant un logement à l'Î.-P.-É., sans oublier les 68,27 % d'étudiants locaux qui ont quitté leur région d'origine pour venir étudier à l'UIPE.[80] Globalement, on comptait donc 159 étudiantes et étudiants de plus cherchant un logement à Charlottetown que l'année précédente.[81] Cependant, le plan d'action sur le logement de l'Î.-P.-É. évoque l'arrivée accrue d'étudiants internationaux à l'UIPE comme source principale de la crise du logement à Charlottetown, un point de vue tendancieux, compte tenu des chiffres mentionnés plus tôt.[82]

Pour tenter de remédier à la crise du logement, la ville de Charlottetown a introduit de nouvelles politiques afin de réglementer les locations à court terme et inciter les développeurs à bâtir des unités abordables. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un logement abordable devrait coûter moins de 30 % du revenu d'un ménage, avant impôt.[83] Les règlements mis

FIGURE 2: TAUX D'INOCCUPATION À CHARLOTTETOWN



en œuvre définissaient notamment une location à court terme comme une période de 30 jours ou moins, et permettaient aux développeurs de dépasser de 20 % les taux de densité établis, dans la mesure où toutes les unités construites seraient abordables.[84] Les immeubles pouvaient également dépasser la limite de 40 pieds traditionnelle, sous réserve de l'approbation du comité d'urbanisme.[85] La ville a aussi introduit des suppléments au loyer, afin de rendre les logements plus abordables pour les résidents actuels. [86]

Les étudiantes et les étudiants de l'Î.-P.-É. ont été reconnus plusieurs fois comme formant un groupe à faible revenu, la première fois dans le rapport de 2018 du gouvernement provincial intitulé Demographics of Low-Income, où 11,7 % des jeunes de l'Î.-P.-É. âgés de 18 à 24 ans étaient considérés à faible revenu – le pourcentage le plus élevé de tous les autres groupes démographiques.[87] En 2018, les résultats d'un sondage interne de l'association étudiante de l'UIPE révélaient qu'en moyenne, les étudiantes et les étudiants allouaient 67 % de leurs revenus avant impôt au logement.[88] Les étudiantes et les étudiants à temps plein de niveau postsecondaire devaient donc travailler à temps partiel, voire à temps plein, pour payer un loyer souvent inabordable.

Lors de l'élection provinciale de 2019, le parti progressiste-conservateur s'est engagé à lancer un programme de bons de location à l'Î.-P.-É., similaire aux suppléments au loyer déjà offerts, et affirmait que les étudiantes et les étudiants seraient admissibles à ce programme, puisqu'ils forment un groupe à faible revenu.[89] Cependant, lorsque le parti a accédé au pouvoir, en tant que premier gouvernement minoritaire de la province, cette promesse a été mise au rencart. Les étudiantes et les étudiants ont vu disparaître leurs possibilités d'emploi d'été lorsque la COVID-19 a frappé le Canada et l'Î.-P.-É. en mars 2020 et, en tant que groupe à faible revenu, cette situation a considérablement aggravé leur insécurité financière. Et comme si cela ne suffisait pas, les étudiants internationaux n'étaient pas admissibles à la plupart des programmes d'aide gouvernementaux, notamment la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants.[90] Cependant, le gouvernement provincial a décidé de tendre la main aux étudiantes et étudiants en les intégrant au programme d'aide temporaire au loyer qui offrait aux locataires jusqu'à 1 000 $ pour financer le coût de leur loyer pendant une période de trois mois.[91] Lorsque l'UPEISU a demandé au gouvernement de prolonger le programme, puisque la perte des emplois d'été signifiait que les étudiantes et les étudiants n'ont pas pu économiser pour payer leur loyer et leurs droits de scolarité, le gouvernement est resté muet.

Avec des taux d'inscription à l'UIPE à la hausse, la crise du logement ne fera que s'aggraver. En

janvier 2021, on comptait 5 081 étudiantes et étudiants inscrits à l'UIPE, dont 1 521 étudiants internationaux.[92] Même si le taux d'inoccupation pour Charlottetown en 2020 semble meilleur que lors des années précédentes, les chiffres ne tiennent pas compte du fait que les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Î.-P.-É. ont principalement donné des cours en ligne au cours des derniers mois. Pendant ce temps, un grand nombre d'étudiantes et d'étudiants ont étudié de l'extérieur de la province, expliquant cette hausse soudaine du taux d'inoccupation à Charlottetown. La situation risque fort de changer maintenant que l'UIPE a annoncé un retour à une expérience universitaire normale à l'automne 2021, avec un apprentissage en présentiel, sur le campus, autant que possible. [93]

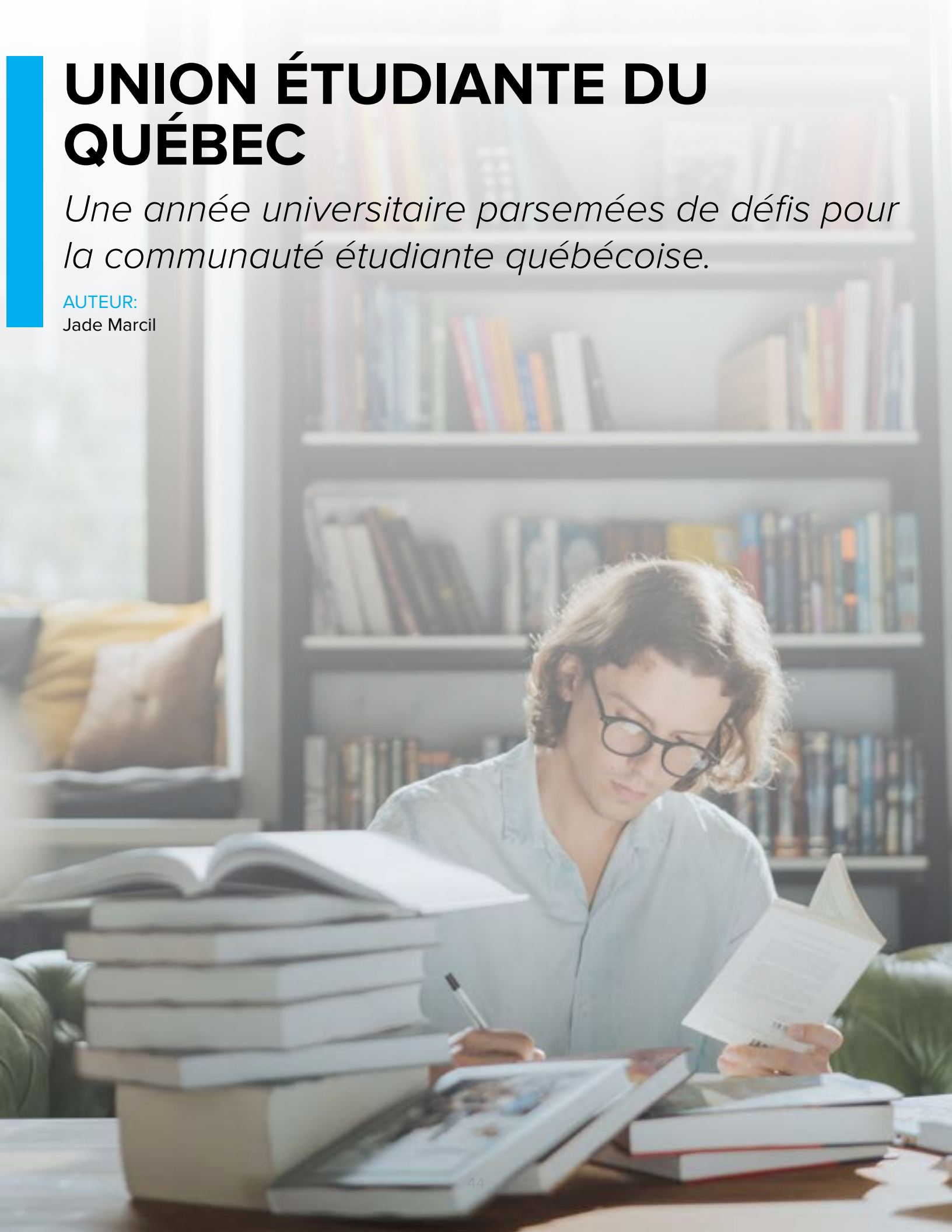
Il est indispensable d'adopter le point de vue des étudiantes et des étudiants dans la crise du logement à l'Î.-P.-É. Les étudiantes et les étudiants, qui forment un groupe à faible revenu consacrant la majeure partie de son revenu au logement, doivent pouvoir bénéficier d'un logement abordable et être admissibles à des programmes de supplément au loyer à long terme. La densité urbaine à l'Î.-P.-É. doit être augmentée, dans la mesure du possible, et des règlements plus réalistes et plus sévères doivent être imposés aux locations à court terme. Même si la nouvelle résidence de neuf étages, comptant 260 chambres, à l'UIPE est un pas dans la bonne direction, elle demeure inaccessible financièrement pour de nombreux étudiants et ne peut pas être occupée à longueur d'année.[94] Le logement est un droit humain et tous les étudiants devraient avoir droit à un logement sécuritaire, abordable et accessible pendant toute la durée de leurs études.

“Le logement est un droit humain et tous les étudiants devraient avoir droit à un logement sécuritaire, abordable et accessible pendant toute la durée de leurs études.

UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

Une année universitaire parsemées de défis pour la communauté étudiante québécoise.

AUTEUR:
Jade Marcil



Tout comme pour l'ensemble de la population québécoise, le 13 mars 2020 a marqué l'esprit de la communauté universitaire. Au Québec, le gouvernement de François Legault a annoncé rapidement que les universités et les cégeps devaient fermer leurs portes et arrêter leurs activités durant 2 semaines. Cette pause devait leur permettre de planifier l'enseignement totalement en ligne. Quelques-unes ont transféré leurs activités en ligne en claquant des doigts, et d'autres n'avaient tout simplement pas les infrastructures et les ressources pour le faire.

Au niveau du gouvernement fédéral, certaines mesures ont touché directement la communauté étudiante québécoise. Ça a été le cas pour le soutien aux organismes subventionnaires fédéraux (OSF) de la recherche et pour la prestation canadienne d'urgence pour étudiant [et étudiante] (PCUÉ). Toutefois, d'autres mesures, comme l'augmentation du programme de prêts et de bourses canadien, ne touchaient pas la communauté québécoise.

Dès le début de la crise, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a mis sur pied un comité rassemblant les partenaires du milieu de l'enseignement supérieur. Des représentants et représentantes des syndicats, des administrations, des associations étudiantes nationales, du ministère et du cabinet du ministre se réunissaient chaque semaine afin de prévenir les problématiques crées par la pandémie. Ce comité existe toujours, mais est un peu moins actif. Des mesures d'atténuation ont rapidement été mises en place par les dirigeants du programme d'aide financière aux études (AFE) québécois, telles que la suspension du remboursement des prêts, l'augmentation de la fréquence de l'analyse des demandes dérogatoires, l'assouplissement du programme pour les personnes dont le cheminement a été affecté par la crise, et plus encore. Ces mesures ont permis de donner un peu de répit aux étudiants et aux étudiantes et ont été bien accueillies, sans toutefois satisfaire complètement les attentes. En effet, elles n'augmentaient pas les prêts et les bourses disponibles à la communauté étudiante québécoise.

Ainsi, l'Union étudiante du Québec, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération des associations étudiantes universitaires en éducation permanente (FAEUQEP) se sont alliées et ont effectué des pressions auprès du ministre afin que les sommes envoyées par le fédéral soient investies complètement en bourses étudiantes. C'est suite à un changement de ministre responsable du dossier que les étudiants et les étudiantes ont enfin été écoutés. Pour l'année 2020-2021, l'Aide financière aux études a été bonifiée de 300 M$. Cet investissement historique aura permis d'augmenter l'aide financière des bénéficiaires les plus précaires de près de 240 $ par mois et de rendre 20 000 nouvelles personnes admissibles. Pour certaines

personnes, ce changement a représenté près de 1900 $ de bourses supplémentaires pour l'année. La communauté étudiante a finalement pu souffler un peu plus.

En supplément d'une aide directe aux étudiants et aux étudiantes, le gouvernement a permis un financement plus élevé des universités. De ces bonifications, 14,2 M$ ont été accordés pour embaucher des ressources en intervention psychosociale, 21 M$ pour donner du soutien matériel aux étudiantes et aux étudiants, et 10 M$ pour bonifier le soutien pédagogique. Ces aides ont été grandement appréciées, mais malheureusement, la qualité des activités académiques et des infrastructures numériques a mis à mal la motivation étudiante dans plusieurs milieux. Les nombreuses difficultés engendrées par les cours en ligne et l'augmentation de la charge de travail ont découragé la communauté étudiante, en parallèle des difficultés liées à l'isolement et aux mesures sanitaires en place.

Ainsi, à l'automne 2020, l'UEQ a décidé de mener une enquête sur la condition de santé psychologique des étudiants et des étudiantes. Sans surprise, la situation était extrêmement troublante. En effet, 3 % des répondants et des répondantes ont révélé avoir effectué une tentative de suicide dans les 12 mois précédents. De plus, 52 % des personnes ont indiqué avoir ressenti un besoin de soutien en santé psychologique pendant l'automne 2020. Les résultats de l'enquête ont été grandement médiatisés au moment où la ministre Danielle McCann annonçait un plan d'action en Santé psychologique étudiante. Ce plan d'action sera mis en application à partir de l'automne 2021 et le budget du Québec prévoit 60 M$ sur 5 ans pour cette mission, ce qui permettra de soutenir à long terme des mesures d'aide sur nos campus !

Dans chaque milieu, la situation a changé rapidement et souvent. L'année qui avait commencé avec une majorité de cours en présentiel s'est terminée par un mode d'enseignement presque entièrement en ligne à cause de la deuxième vague qui a frappé le Québec. L'automne a été très difficile puisque beaucoup de problèmes ont eu lieu sur les plateformes numériques utilisées pour les cours et les évaluations. Les stagiaires ont aussi vécu plusieurs difficultés, l'apprentissage du métier dans des conditions de crise fut terrible pour les personnes en soins infirmiers et en éducation. Certains stages se sont complétés totalement à distance et d'autres se sont déroulés avec très peu de supervision ou même sans aucun choix de la spécialisation à cause de la situation de crise.

Ces difficultés ont poussé les associations locales à demander des changements réglementaires et des allègements afin de mieux soutenir les étudiants et les étudiantes. À la suite de demandes de la communauté étudiantes, certaines universités ont notamment retiré les frais de retard au niveau du paiement de la facture étudiant et parfois prolongé les dates de paiement. Plusieurs ont aussi modifié le calendrier universitaire et ont même modulé la méthode de notation en permettant la notation succès ou échec pour un, plusieurs ou tous les cours. Par contre, ce soutien des universités est souvent arrivé très tard, et cela a engendré beaucoup de frustration chez la communauté étudiante qui ne se sentait pas appuyée par leurs universités.

Comme partout au Canada, l'année universitaire a été parsemée d'embuches. Encore aujourd'hui, les aléas de la pandémie se font ressentir alors que le Québec entre dans une troisième vague de cas, obligeant la refermeture de certains campus. L'espoir d'un retour en présentiel est concentré sur la session d'automne 2021. Il est certain que certaines mesures auront permis de soutenir la communauté étudiante, soit par l'aide financière aux études ou par des allègements académiques. Par contre, cette crise aura mis à jour les besoins criants de soutien psychologique pour la communauté étudiante qui aura besoin de soutien à long terme, et c'est pourquoi le plan d'action gouvernemental occupera une place centrale pour les prochaines années.

Endnotes

1 Alliance canadienne des associations étudiantes (2020). Les étudiants sont toujours inquiets : COVID-19 et études postsecondaires. Canadian Alliance of Student Associations/Alliance canadienne des associations étudiantes. https://www.acae-casa.com/students_are_still_worried_covid19

2 American College Health Association (2019). American College Health Association-National College Health Assessment II : Canadian Consortium Execu tive Summary, printemps 2019. Silver Spring, MD : American College Health Association. https://www.cacuss.ca/files/Research/NCHA-II%20SPRING%20 2019%20CANADIAN%20REFERENCE%20GROUP%20EXECUTIVE%20SUMMARY.pdf

3 Université de Victoria (2020). Student and Instructor Online Experience. Université de Victoria. https://onlineacademiccommunity.uvic.ca/TeachAnywhere/ wp-content/uploads/sites/4913/2021/01/Online-Experience-2020F-Survey-Results-v14.pdf

4 Commission de la santé mentale du Canada (2017). Faire valoir les arguments en faveur des investissements dans le système de santé mentale du Canada à l'aide de considérations économiques. https://www.mentalhealthcommission.ca/sites/default/files/2020-12/case_for_investment_fr.pdf

5 Commission de la santé mentale du Canada (2013). La nécessité d'investir dans la santé mentale au Canada. https://www.mentalhealthcommission.ca/Fran cais/media/3842

6 Ministry of Mental Health and Addictions, « A Pathway to Hope » (gouvernement de la Colombie-Britannique, 2019), https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/ british-columbians-our-governments/initiatives-plans-strategies/mental-health-and-addictions-strategy/bcmentalhealthroadmap_2019web-5.pdf.

7 Statistique Canada, « Tableau 37-10-0112-01 Effectifs postsecondaires, selon le domaine d'études, la Classification Internationale Type de l'Éducation, le groupe d'âge et le genre de la personne » (Statistique Canada, 2020), https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3710011201&request_locale=fr

8 Foundry BC, « Who We Are », Foundry BC, 2021, https://foundrybc.ca/who-we-are/.

9 Gouvernement de la Colombie-Britannique, « Here2Talk - Frequently Asked Questions » 2020, https://Here2Talk.ca/faq.

10 Ministry of Advanced Education, Skills, and Training, « Free Counselling Service Launches for Post-Secondary Students », Gouvernement de la Colom bie-Britannique (blogue), 16 avril 2020, https://news.gov.bc.ca/releases/2020AEST0024-000698.

11 Foundry BC, « Who We Are », Foundry BC, 2021, https://foundrybc.ca/who-we-are/.

12 Laura Hensley, « 'One Size Doesn't Fit All': Canadian Campuses Desperately Need Better Mental Health Services », Global News, 8 octobre 2019, https:// globalnews.ca/news/5969461/mental-health-canadian-campus/.

13 Rani Srivastava et Raman Srivastava, « Supporting Post-Secondary Youth Mental Health Through Inclusive Practices Attuned to Culture », dans Culture, Diversity and Mental Health - Enhancing Clinical Practice, ed. Masood Zangeneh et Alean Al-Krenawi, Advances in Mental Health and Addiction (Cham : Springer International Publishing, 2019), 225–42, https://doi.org/10.1007/978-3-030-26437-6_13.

14 Ibidem.

15 International Conference on Health Promoting Universities & Colleges (7th : 2015 : Kelowna, (B.C.)). (2015). Okanagan Charter : An international charter for health promoting universities & colleges [O]. doi:http://dx.doi.org/10.14288/1.0132754

16 Commission de la santé mentale du Canada (2020) Norme nationale du Canada sur la santé mentale et le bien-être des étudiants du postsecondaire. https:// www.mentalhealthcommission.ca/Francais/norme-etudiants

17 Rapport annuel du Programme canadien de prêts aux étudiants, 2018 à 2019. (Ottawa, ON : Emploi et Développement social Canada, 202). Consulté en ligne : https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/prets-bourses-canadiens-etudiants/rapports/annuel-pcpe-2018-2019.html

18 Il s'agissait principalement d'un moratoire de six mois libre d'intérêt sur les paiements au PCPE. Information tirée du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 (Ottawa, ON : Bureau du premier ministre, 2020). Consulté en ligne : https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2020/03/18/premier-ministre-annonce-soutien-supplementaire-aux-travailleurs

19 La subvention salariale prévue par le programme a été augmentée de façon à couvrir jusqu'à 100 % du salaire minimum; la date de fin d'emploi a été re portée au 28 février 2021; et le programme a été élargi pour inclure l'emploi à temps partiel. Toute l'information est tirée du communiqué « Des change ments apportés au programme Emplois d'été Canada pour aider les entreprises et les jeunes Canadiens touchés par la COVID-19 ». (Ottawa, ON : Bureau du premier ministre, 2020). Consulté en ligne : https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2020/04/08/des-changements-apportes-au-programme-emplois-dete-canada-aider

20 « Mesures de soutien pour les étudiants et nouveaux diplômés touchés par la COVID-19 ». (Ottawa, ON : Bureau du premier ministre, 2020). Consulté en ligne : https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2020/04/08/des-changements-apportes-au-programme-emplois-dete-canada-aider

21 Quelques faits saillants : bonification du financement et élargissement des possibilités d'emploi par le truchement du Conseil national de recherches du Canada; 75,2 millions de dollars pour une aide culturellement adaptée aux étudiants de niveau postsecondaire autochtones, métis et inuits; et près de 300 millions de dollars pour l'emploi étudiant avec le soutien de multiples partenaires. Toute l'information est tirée de « Soutien aux étudiants et aux nouveaux diplômés touchés par la COVID-19 ». (Ottawa, ON : Bureau du premier ministre, 2020). Consulté en ligne : https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2020/04/08/des-changements-apportes-au-programme-emplois-dete-canada-aider et « Soutien aux étudiants et aux nouveaux diplômés touchés par la COVID-19. (Ottawa, ON : ministère des Finances du Canada, 2020). Consulté en ligne : https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2020/04/ soutien-aux-etudiants-et-aux-nouveaux-diplomes-touches-par-la-covid19.html

22 À titre de comparaison, en 2018-2019, les BCE et le PCPE ont permis de verser environ 5,2 milliards de dollars en aide financière. Toute l'information est tirée du Rapport annuel du Programme canadien de prêts aux étudiants, 2018 à 2019. (Ottawa, ON : Emploi et Développement social Canada, 202). Consulté en ligne : https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/prets-bourses-canadiens-etudiants/rapports/annuel-pcpe-2018-2019.html

23 « Les étudiants sont toujours inquiets : COVID-19 et études postsecondaires ». (Ottawa, ON : Alliance canadienne des associations étudiantes, 2020), p. 7 et 9.

24 « Énoncé économique de l'automne 2020 : Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19. (Ottawa, ON : ministère des Finances, 2020). Consulté en ligne : https://www.budget.gc.ca/fes-eea/2020/report-rapport/toc-tdm-fr.html

25 « Les étudiants sont toujours inquiets », ACAE, p. 16.

26 Ibidem, p.15.

27 Alex Usher. The State of Postsecondary Education in Canada. (Toronto: Higher Education Strategy Associations, 2020), p.9 et 19.

28 « Les étudiants sont toujours inquiets », ACAE.

29 Usher, State of Postsecondary Education in Canada, p. 9.

30 « Les étudiants sont toujours inquiets », ACAE, p.5.

31 Kaufman, A., Jonker, L. & Hicks, M. (2018). Différenciation dans le système collégial de l'Ontario : Options et possibilités. Toronto: Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur. https://heqco.ca/wp-content/uploads/2020/02/College-Differentiation_FRENCH.pdf

32 Collèges Ontario (2020). Environmental Scan: Student and Graduate Profiles. Collèges Ontario. https://cdn.agilitycms.com/colleges-ontario/documents-library/document-files/2019%20ES%20- %20Student%20and%20Graduate%20Pro files_20190716151048_0.pdf

33 Alliance canadienne des associations étudiantes (2020). Les étudiants sont toujours inquiets : COVID-19 et études postsecondaires. Récupéré de : https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/casaacae/pages/3141/attachments/original/1592238585/Students-Are-Still-Worried-FR-V1.pdf?1592238585

34 Weingarten, H.P., Kaufman, A., Jonker, L., Hicks, M. (2017) Viabilité des collèges : Données sur les signaux. Toronto : Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur. https://heqco.ca/wp-content/uploads/2020/03/Formatted-College-SustainabilityNEW-f-3.pdf

35 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (2019). Rapport de surveillance des communications 2019. CRTC. https://crtc.gc.ca/pubs/cmr2019-fr.pdf

36 Colleges Ontario (2020). Environmental Scan: Student and Graduate Profiles. Colleges Ontario. https://cdn.agilitycms.com/colleges-ontario/documents-library/document-files/2019%20ES%20- %20Student%20and%20Graduate%20Profiles_20190716151048_0.pdf
37 Pant, L. P., & Odame, H. H. (2017). Broadband for a sustainable digital future of rural communities: A reflexive interactive assessment. Journal of Rural Studies, 54, 435-450.
38 Statistique Canada (2020a). Pandémie de COVID-19 : La fermeture des écoles et la préparation des enfants à l'apprentissage en ligne. Statistique Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00001-fra.htm
39 Gouvernement de l'Ontario (4 novembre 2020). L'Ontario investit près d'un milliard de dollars pour élargir et améliorer l'accès aux services à large bande et au réseau cellulaire [communiqué de presse]. Récupéré de : https://news.ontario.ca/fr/release/59060/lontario-investit-pres-dun-milliard-de-dollars-pour-elargir-et-ameliorer-lacces-aux-services-a-large
40 Gouvernement du Canada (2021). Carte nationale des services Internet à large bande. Récupéré de : https://www.ic.gc.ca/app/sitt/bbmap/hm.html;jsessionid=000166_Aa3QbmzYL0IESbKoXI74:-1040UQM?lang=fra
41 College Student Alliance (2021). CSA Fall 2020 COVID-19 Student Survey: Report on Survey Findings. College Student Alliance. Récupéré de : https://5c33872e-1daf-45ad-a331-ee599861fe06.filesusr.com/ugd/0b1b3b_05cca672131c4cd5a9b135e405810c2c.pdf
42 Pichette, J., Brumwell, S., Rizk, J. (2020). Élargir l'accessibilité de l'enseignement supérieur à distance : Leçons tirées de la pandémie et recommandations. Toronto : Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur. Récupéré de : https://heqco.ca/fr/pub/elargir-laccessibilite-de-lenseignement-superieur-a-distance-lecons-tirees-de-la-pandemie-et-recommandations/
43 Collèges Ontario (2020). Environmental Scan: Student and Graduate Profiles. Collèges Ontario. https://cdn.agilitycms.com/colleges-ontario/documents-library/document-files/2019%20ES%20- %20Student%20and%20Graduate%20Profiles_20190716151048_0.pdf
44 Andrew Jeffrey, « University of Alberta students call for end to online exam monitoring », CBC News, 3 mars 2021, https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/university-of-alberta-students-call-for-end-to-online-exam-monitoring-1.5933094.
45 Babb, Orinthia. 2020. « Report paints sad portrait of child poverty in Manitoba », CBC News, 9 décembre. Consulté le 25 février 2021. https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/manitoba-poverty-central-report-1.5835198).
46 Statistique Canada. « Peuples autochtones – Faits saillants en tableau, Recensement de 2016 », n.d. Consulté le 24 février 2021. https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hlt-fst/abo-aut/index-fra.cfm.
47 Gouvernement du Manitoba. Février 2021. Stratégie relative aux compétences, au talent et aux connaissances. Consulté le 24 février 2021. https://www.gov.mb.ca/asset_library/en/mbskills/MB-IBG-STK-Report.fr.pdf)
48 Business Council of Manitoba. 2020. Horizon Manitoba: Building a brighter future together. 17 janvier. Consulté le 24 février 2021. https://www.uwinnipeg.ca/president/docs/2019_02_horizons_report_booklet_wr.pdf.)
49 UM Today. 2019. « Don't let anything hold you back: Go to U of M with the Access Program », 4 avril. Consulté le 25 février 2021 (https://news.umanitoba.ca/dont-let-anything-hold-you-back/).
50 Conseil consultatif des femmes du Manitoba. La situation de la femme au Manitoba. Mars 2018. Consulté le 24 février 2021 (https://www.gov.mb.ca/msw/pdf/la_situation_de_la_femme_au_mb.pdf).
51 Conseil national de développement économique des Autochtones. 2016. « Réconciliation : stimuler l'économie canadienne de 27,7 milliards de dollars ». Consulté le 24 février 2021. http://www.naedb-cndea.com/french/reports/naedb_report_reconciliation_27_7_billion_fr.pdf
52 Manitoba Collaborative Indigenous Education Blueprint. 2015. « About Us », n.d. Consulté le 1er mars 2021. (https://www.mcieb.ca/)
53 Rossman, Christine. 2019. « Access for all? Cuts to Manitoba post-secondary program create barrier for students who need most help », CBC News, 11 mai. Consulté le 24 février 2021. https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/opinion-manitoba-access-programs-1.5130346.
54 Gouvernement du Canada, Statistique Canada. « Les Canadiens dépensent plus d'argent et passent plus de temps en ligne pendant la pandémie, et plus des deux cinquièmes ont déclaré un cyberincident ». Le Quotidien. 14 octobre 2020. https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201014/dq201014a-fra.htm
55 Shelley Steves. « Rural Internet Upgrades Announced for New Brunswick ». Global News. 13 novembre 2020. https://globalnews.ca/news/7461372/rural-internet-upgrades-new-brunswick/.
56 Ibidem
57 Lise Brin. « Place aux ressources éducatives libres ». CARL-ABRC. 16 juillet 2020. https://www.carl-abrc.ca/fr/nouvelles/place-aux-rel/
58 Agence de la consommation en matière financière du Canada. « Budget pour la vie étudiante ». Consulté en ligne : https://www.canada.ca/fr/agence-consommation-matiere-financiere/services/budget-vie-etudiante.html
59 Rajiv Jhangiani et Surita Jhangiani. « Investigating the Perceptions, Use, and Impact of Open Textbooks: A Survey of Post-Secondary Students in British Columbia ». International Review of Research in Open and Distributed Learning (juin 2017).
60 Abacus Data. What motivates, 18-25 year olds leading up to the federal election, « What motivates 18-25 year olds leading up to the federal election ». (2019).
61 Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes, Tableau A : Premier cycle en arts et en sciences – droits de scolarité (temps plein), rabais provinciaux sur les droits de scolarité et bourses, 2018-2019 (2019).
62 Campbell, D. Economic impact of immigration in New Brunswick (2019).
63 Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes. Mesures du progrès et des résultats des étudiants : la participation aux études universi taires (2003-2004 à 2017-2018). (CESPM, 2019).
64 Ryan Gibson, Joanne Fitzgibbons et Nina R Nunez. Nova Scotia (State of Rural Canada, 2017).
65 Kathryn McMullen. Participation aux études postsecondaires dans les groupes sous représentés et minoritaires (Statistique Canada, 2011).
66 Ibidem
67 Centre canadien de politiques alternatives, 2019 Report Card on Child and Family Poverty in Nova Scotia.
68 Ibidem
69 Consultation avec le Student Financial Assistance Office, juin 2019.
70 Statistique Canada. Recensement en bref : La scolarité est-elle payante? Une comparaison des gains selon le niveau de scolarité au Canada et dans ses provinces et ses territoires. (Statistique Canada, 2017).
71 Chiffres fournis par Dr Lisa Barrett.
72 Société canadienne d'hypothèques et de logement. Loyers moyens des appartements (unités inoccupées et occupées) (SCHL 2018).
73 Gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Post-Secondary Students Receive COVID-19 Response Grant. (2020).
74 Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes, Premier cycle en arts et en sciences – droits de scolarité (temps plein), rabais provinciaux sur les droits de scolarité et bourses, 2020-2021. (CESPM, 2020).
75 Kevin Yarr, « Prince Edward Island Still Canada's Fastest-Growing Province », CBC news (CBC/Radio Canada, 29 septembre 2020),

https://www.cbc.ca/news/canada/prince-edward-island/pei-population-2020-1.5743250.

76 Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, « Plan d'action sur le logement de l'Île-du-Prince-Édouard, 2018-2023 », https://www.princeedwardisland.ca/sites/default/files/publications/fre-_housingactionplan.pdf

77 Société canadienne d'hypothèques et de logement, « Portail de l'information sur le marché de l'habitation », https://www03.cmhc-schl.gc.ca/hmip-pimh/en/TableMapChart/Table?TableId=2.2.33&GeographyId=11&GeographyTypeId=2&DisplayAs=Table&GeograghyName=Prince%20Edward%20Island#TableMapChart/3300/3/Charlottetown

78 Ibidem

79 Université de l'Île-du-Prince-Édouard. UPEI by the Numbers 2018. https://files.upei.ca/president/upei_by_the_numbers_2018.pdf

80 UPEI Student Union, « Housing Survey Results », rapport, Student Union, Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Charlottetown, Î.-P.-É., 2018.

81 Université de l'Île-du-Prince-Édouard, « UPEI by the Numbers 2017 », https://files.upei.ca/president/upei_by_the_numbers_2017.pdf

82 Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, « Plan d'action sur le logement de l'Île-du-Prince-Édouard, 2018-2023 », p. 5.

83 Société canadienne d'hypothèques et de logement, « À propos du logement abordable au Canada », (31 mars 2018), https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/developing-and-renovating/develop-new-affordable-housing/programs-and-information/about-affordable-housing-in-canada.

84 Natalia Goodwin, « Restricting Short-Term Rentals Part of Charlottetown Affordable Housing Plan », CBC news (CBC/Radio Canada, 31 janvier 2019), https://www.cbc.ca/news/canada/prince-edward-island/pei-charlottetown-affordable-housing-1.4999907.

85 Ibidem

86 Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, « Rent supplements providing housing assistance to islanders », 29 octobre 2018, https://www.princeedwardisland.ca/fr/recherche/site/EN%20NEWS%20RENT%20SUPPLEMENTS%20PROVIDING%20HOUSING%20ASSISTANCE%20ISLANDERS?destination=search/site/EN%20NEWS%20RENT%20SUPPLEMENTS%20PROVIDING%20HOUSING%20ASSISTANCE%20ISLANDERS

87 Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, « Demographics of Low Income », 17 mai 2018, https://www.princeedwardisland.ca/sites/default/files/publications/demographics_of_low_income_poverty_reduction_backgrounder_may_2018.pdf

88 UPEI Student Union, « Housing Survey Results ».

89 Parti progressiste-conservateur de l'Î.-P.-É., « 2019 Platform: It's About People », https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/peipc/pages/1574/attachments/original/1555084646/PC-2019_Platform.pdf?1555084646

90 Gouvernement du Canada, « Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants – Critères d'admissibilité », 15 novembre 2020, https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/prestations/prestation-urgence-etudiants/pcue-qui-demande.html

91 Stu Neatby, « P.E.I. Expands Rental Subsidy Program After Facing Initial Backlash », The Guardian, 20 avril 2020, https://Www.Theguardian.Pe.Ca/News/Local/Pei-Expands-Rental-Subsidy-Program-After-Facing-Initial-Backlash-433049/#:~:Text=The%20temporary%20rental%20assistance%20benefit,Be%20paid%20directly%20to%20landlords.

92 Rapport du président du conseil des gouverneurs de l'UIPE, « Strategic and Key Initiatives: Enrollment », 16 février2021.

93 Université de l'Île-du-Prince-Édouard, « Update To Students on the UPEI 2021 Summer and Fall Academic Semesters », 24 février 2021, https://Www.Upei.Ca/Communications/News/2021/02/Update-Students-Upei-2021-Summer-And-Fall-Academic-Semesters

94 Michael Robar, « In Photos: New Upei Residence Takes Shape », 3 septembre 2020, https://Www.Theguardian.Pe.Ca/Lifestyles/Local-Lifestyles/In-Photos-New-Upei-Residence-Takes-Shape-492649/

CONCEPTION DE PUBLICATION:
Chisanga Mwamba
Communications & Operations Coordinator
Ontario Undergraduate Student Alliance